

Sou2003-1516

Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie

Sou2003-1516

142, rue du Chevaleret
75013 PARIS
Tél. 01 40 77 85 04
Fax 01 40 77 85 09

**CREDOC – DIRECTION
IMPORTANT**

Ce rapport est actuellement soumis à embargo ou à diffusion restreinte par le commanditaire de l'étude dont il traite. Il vous est adressé au titre de vos responsabilités à l'égard du centre.

**NOUS VOUS DEMANDONS DE NE PAS LE
DIFFUSER**

Crédoc - Note confidentielle
réservée aux souscripteurs au
système d'enquêtes Aspirations.

R8 0618



0000136814/ ex 01

CRÉDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE

Crédoc - Note confidentielle
réservée aux souscripteurs au
système d'enquêtes Aspirations.

R8 0618



0000136814/ ex 01



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Début 2003 : La désillusion gagne l'opinion,
tandis que monte la peur de la guerre**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2003

12 MARS 2003

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Début 2003 : La désillusion gagne l'opinion,
tandis que monte la peur de la guerre**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2003

12 MARS 2003

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur Général Adjoint du CREDOC)
- . Régis Bigot, Patricia Croutte, Isabelle Delakian, Virginie Diaz-Pedregal, Catherine Duflos, David Foucaud, Claire Piau.

CREDOC

Président : Bernard Schaefer

Directeur Général : Robert Rochefort

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Introduction : la désillusion gagne l'opinion	1
1. Attisées par la peur de la guerre, les inquiétudes des Français battent un nouveau record	3
2. Plus des deux tiers de la population sont convaincus d'une remontée durable du chômage.....	14
3. Une montée de la demande de changements progressifs de la société ; le radicalisme recule.....	18
4. Les opinions sur l'évolution du niveau de vie se détériorent. Mais le pessimisme est aujourd'hui davantage collectif qu'individuel	24
5. Les Français n'ont pas levé leurs interrogations sur les effets déresponsabilisants des aides sociales	38
En guise de conclusion	45
 * * * * 	
Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2003.....	48



G. Hatchuel

12 Mars 2003

Début 2003 : la désillusion gagne l'opinion tandis que monte la peur de la guerre

Réalisée chaque année depuis 1978, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, les principaux mouvements de fond traversant la société française. Instrument multithématique, s'appuyant sur le suivi de quelques attitudes révélatrices des grandes inflexions du corps social, l'enquête offre également une série de coups de projecteur sur les tendances conjoncturelles qui affectent, chaque semestre, les opinions des différents groupes sociaux. Les premiers résultats de la vingt-cinquième vague d'enquêtes (janvier 2003) apportent à cet égard de très précieuses indications sur l'état d'esprit actuel de la population : dix mois après les élections présidentielles et législatives, les inquiétudes n'ont pas vraiment reculé ; les pronostics en matière de chômage continuent à se détériorer et le moral s'effrite. En un mot, on sent poindre ce qu'on appellera **une certaine désillusion**...

Certes, ce désenchantement – il faut le dire d'emblée – ne paraît pas, pour l'heure, s'accompagner d'une exacerbation des revendications ou d'une démoralisation telles qu'elles laisseraient craindre le retour prochain d'une crise collective du type de celle qui avait marqué les années 90.

Mais alors même que les préoccupations sécuritaires, précisément celles qui attisaient fortement le mécontentement sociétal au début 2002, ont enfin commencé à reculer, **la crainte de la guerre** est venue prendre le relais et ruiner les quelques espoirs éventuels de redémarrage. Autrement dit, le « sursaut » qu'on aurait pu attendre du changement politique ne semble pas, en dix mois, avoir contrecarré le mouvement déjà engagé l'an

dernier : **c'est bien la parenthèse faste des années 1999-2001 qui, comme une lourde porte, se referme, lentement mais sûrement.**

Car, si certaines inquiétudes s'atténuent, d'autres se redéploient et les peurs sont finalement toujours plus présentes, toujours plus prégnantes d'année en année. La remontée durable du chômage, quant à elle, s'impose presque comme une évidence à une bonne partie d'une opinion désappointée, qui juge en même temps que le niveau de vie, individuel ou collectif, se dégrade ; enfin, les interrogations formulées sur les effets déresponsabilisants de la protection sociale ne reculent guère. Finalement, la « **désillusion douce** » de ce début 2003 tient peut-être en une seule phrase : en un an, la plupart des courbes mesurant le moral des ménages ne se sont aucunement redressées ; elles ont même continué – presque sans fracas – à s'infléchir.

Au total, analysés par comparaison avec les résultats de janvier 2002, **cinq éléments principaux** se dégagent :

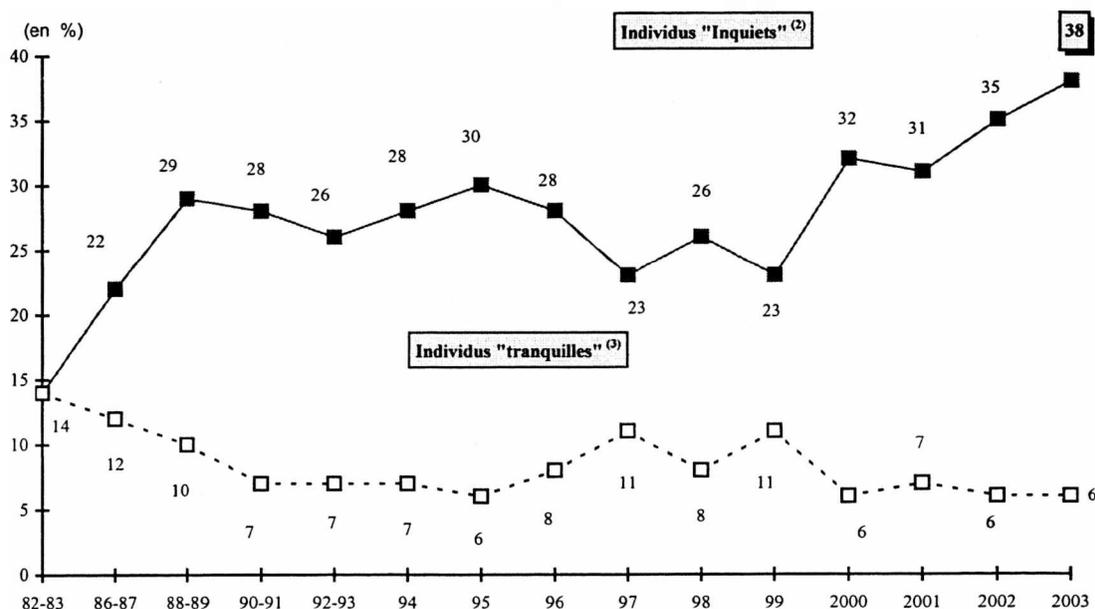
- * Les inquiétudes continuent à s'accroître et atteignent un nouveau palier, cette fois sous l'effet de la peur de la guerre.
- * De plus en plus de Français croient, comme une quasi-évidence, à une remontée durable du chômage.
- * La demande de changements « progressifs » de la société s'élève, faisant reculer le radicalisme exacerbé de l'an dernier.
- * Les jugements sur le niveau de vie collectif, comme sur les situations individuelles, poursuivent leur dégradation, mais pas uniformément : une certaine fragmentation sociale apparaît.
- * L'opinion n'a pas levé ses craintes sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales.

1. Attisées par la peur de la guerre, les inquiétudes des Français battent un nouveau record

Premier élément, lourdement significatif, du climat de ce début 2003 : **les inquiétudes culminent**. Jamais en effet, depuis 1982, les peurs n'avaient été aussi marquées : le pourcentage d'inquiets atteint maintenant les **38%**, soit 3 points de plus en douze mois, alors même que l'an dernier, les craintes, terriblement exacerbées par les problèmes d'insécurité quotidienne, avaient déjà battu tous leurs records (Graphique 1).

Certes, nous allons le voir, il y a eu, en un an, évolution contradictoire des différents types de risques ressentis. Mais force est de constater qu'année après année, les craintes ne cessent globalement de s'accroître, **quasi inexorablement**.

Graphique 1
Les inquiétudes continuent inexorablement à s'accroître ⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- (1) L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.
- (2) Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (**cumul** des quatre domaines).
- (3) Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur **aucun** des quatre sujets retenus.

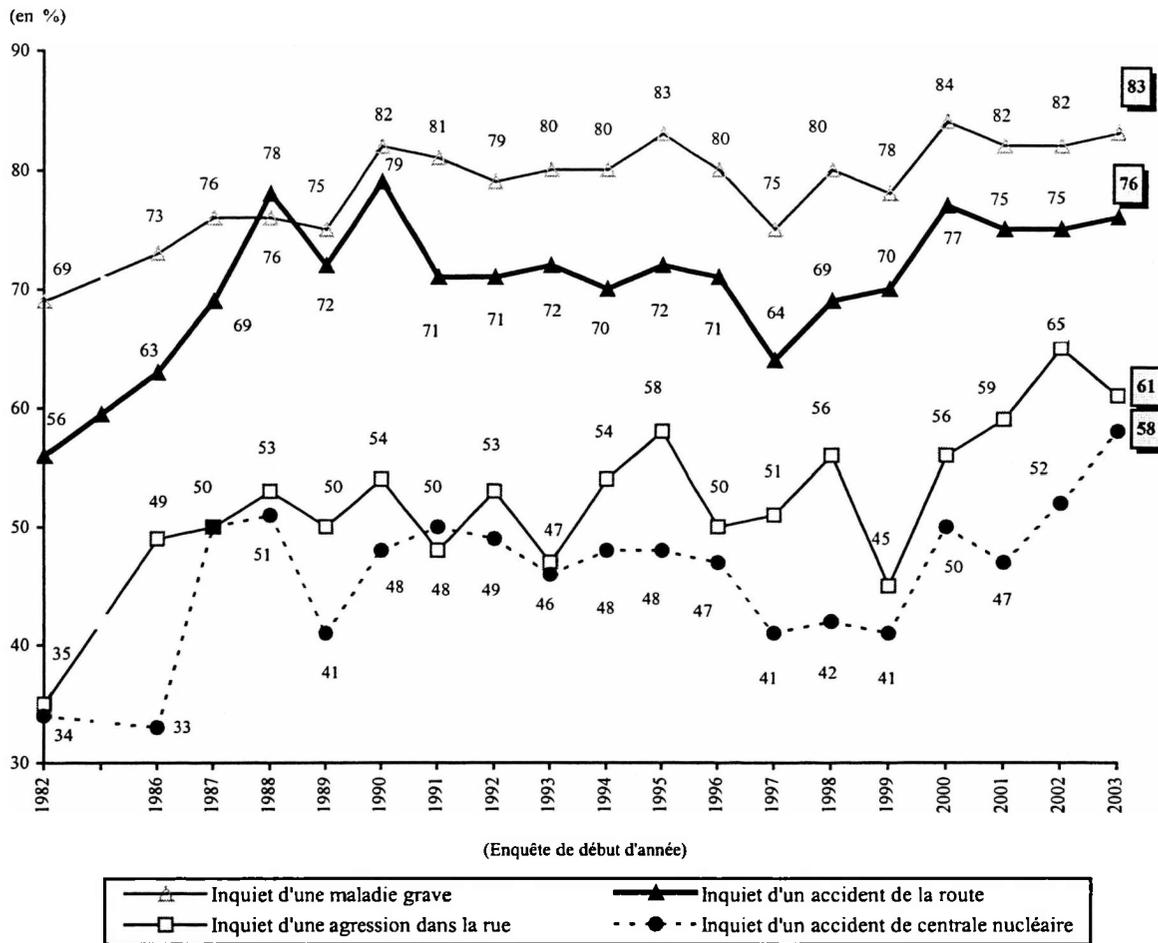
Cette forte progression des craintes (+ 3 points cette année, + 7 points en deux ans) mérite d'autant plus d'attention que, rappelons-le, la méthode d'élaboration de notre indicateur repose sur **quatre variables différentes**, ce qui tend à minimiser ses variations conjoncturelles.

L'indicateur prend, en effet, en compte **quatre sujets** de risques possibles, desquels le chômage a été volontairement exclu : ils concernent des domaines très différents, relatifs à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). L'indicateur mesure le nombre de personnes **inquiètes conjointement sur les quatre thèmes** : il traduit donc une « **peur cumulée** », *a priori* non réductible à telle ou telle circonstance particulière.

Or, l'observation de l'évolution des différents risques ressentis met en évidence, cette année, **deux mouvements différents** (Graphique 2) :

- * D'un côté, les appréhensions concernant le risque **d'agression dans la rue** ont reculé (- 4 points), mettant un coup d'arrêt à la progression, constante depuis trois ans, des préoccupations liées à l'insécurité quotidienne. Ce recul, pour significatif qu'il soit, ne compense cependant pas totalement la montée qui était intervenue sur ce sujet entre 2001 et 2002 : 61% des Français expriment encore leurs soucis sur ce thème.
- * De l'autre, les craintes concernant **la maladie grave** (83%) ou **l'accident de la route** (76%), déjà à un niveau très élevé, gagnent encore un point chacune, tandis que la montée des peurs concernant **l'accident de centrale nucléaire** s'accélère : après les cinq points gagnés l'an dernier, six autres ont été engrangés cette année. Jamais les craintes relatives à ce risque n'avaient été aussi élevées (58%), même après l'accident de Tchernobyl (50-51% en 1987-1988).

Graphique 2
La peur de l'accident de centrale nucléaire bat son record,
tandis que la crainte de l'agression dans la rue recule



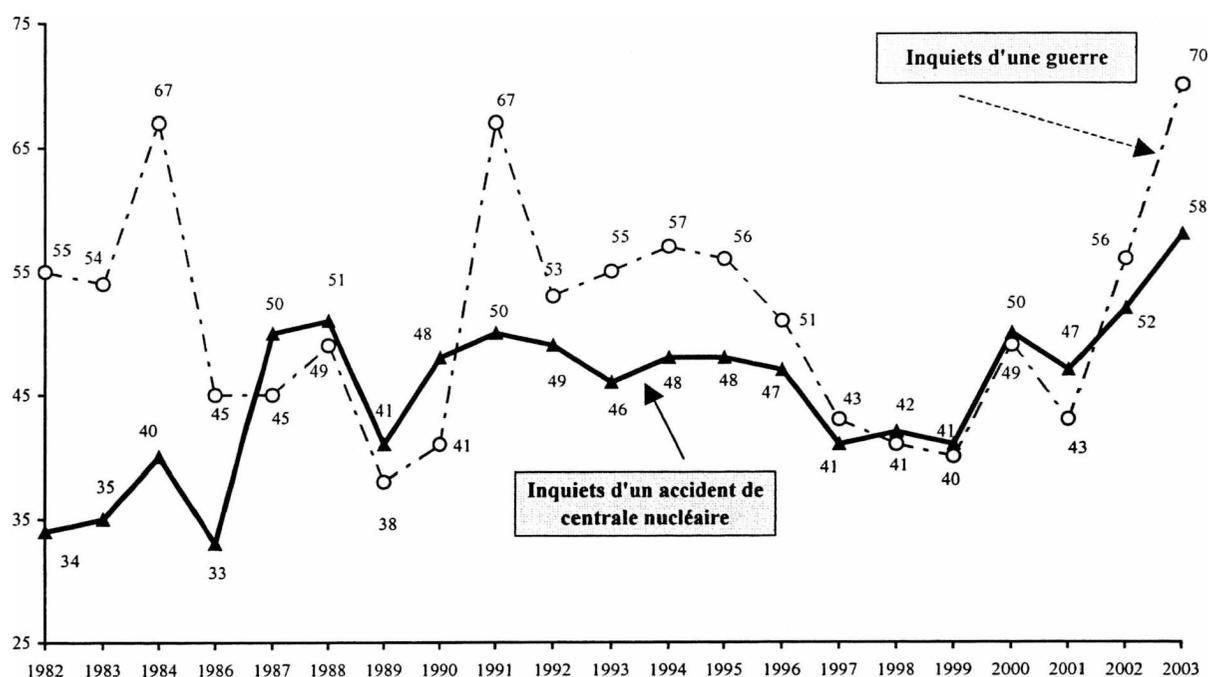
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Comment expliquer cette montée des craintes relatives au risque d'accident de centrale nucléaire – puisque c'est celle-ci qui a tiré le plus à la hausse l'indicateur d'inquiétudes ? Essentiellement par la **progression des peurs liées à la possible guerre** en Irak. On avait en effet déjà pu constater, dans le passé, combien la peur de la guerre et celle de l'accident de centrale nucléaire étaient liées (Graphique 3), surtout à l'approche de conflits armés (guerre du Golfe, par exemple, en 1990-1991). Mais ce lien n'a jamais été aussi net que ces dernières années, notamment ces vingt-quatre derniers mois :

- Au début 2002, quelques semaines après les attentats du 11 septembre 2001 et l'intervention en Afghanistan, les craintes liées au risque de guerre avaient gagné 13 points et celles relatives à l'accident de centrale, 5 points.

- Au début 2003, les vellétés d'intervention américaine en Irak ont fait faire un nouveau bond à ces indicateurs : 70% des Français sont maintenant inquiets du risque de guerre (+ 14 points en un an) et 58% du risque d'accident de centrale (+ 6 points).

Graphique 3
L'inquiétude vis-à-vis du risque d'accident de centrale nucléaire évolue parallèlement à celle relative au risque de guerre



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

(Enquêtes du début de chaque année)

Ce sont d'ailleurs ces mêmes évolutions **parallèles** qu'on retrouve, d'une autre façon, au Tableau 1 : le nombre d'inquiets d'un accident de centrale nucléaire s'est accru plus vite cette année dans les catégories précisément caractérisées par une forte montée du nombre d'individus soucieux d'un conflit armé. Ce lien « peur de la guerre – peur de l'accident de centrale » apparaît finalement dans quasiment tous les groupes socio-démographiques, sauf chez les gens aisés, les diplômés et les retraités.

Tableau 1
A quelques exceptions près, la montée des craintes à l'égard de l'accident de centrale
répond à celle relative au risque de guerre

- Groupes où les évolutions ont été les plus fortes cette année -

(En nombre de points)

(Catégories classées par ordre décroissant de la 1 ^{ère} colonne)	Evolution 2002-2003 du pourcentage d'inquiets...	
	... du risque d'un accident de centrale nucléaire	... du risque de guerre
. Femme au foyer	+ 16	+ 16
. Réside dans une agglomération de 2 000 à 20 000 habitants	+ 16	+ 20
. Dispose, dans son foyer, de revenus compris entre 2 287 et 3 049 Euros/mois (15 000 à 20 000 F/mois)	+ 14	+ 17
. Revenus inférieurs à 915 Euros/mois (6 000 F/mois)	+ 13	+ 15
. Ouvrier	+ 12	+ 14
. Habite la région Méditerranée	+ 11	+ 17
. Profession intermédiaire	+ 11	+ 19
. A moins de 40 ans et réside dans l'agglomération parisienne	+ 11	+ 20
Ensemble de la population	+ 6	+ 13
<i>Pour mémoire : quatre exceptions :</i>		
. Cadre supérieur	=	+ 18
. Diplômé du supérieur	+ 3	+ 18
. Dispose de revenus élevés (supérieurs à 3 049 Euros/mois).....	+ 2	+ 25
. Retraité	- 2	+ 11

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Evidemment, on ne peut oublier que les raisons de l'éventuelle intervention en Irak visent précisément à répondre à la volonté explicite « d'anéantir les armes de destruction massive » que cet Etat pourrait détenir ; ce qui comprend, bien entendu, d'éventuelles armes **nucléaires**. Mais le parallèle mis en évidence ici est frappant : **craindre la guerre aujourd'hui fait davantage redouter l'éventualité d'un accident de centrale nucléaire**. Bien sûr, on peut se demander si ce constat n'est pas tout particulièrement lié à la région du globe concernée. Il reste que dans la même enquête, les mêmes interviewés ont été soumis à d'autres questions sur le nucléaire **civil** et sur sa contribution à la production d'électricité française et ils ne montrent, paradoxalement, pas plus d'appréhensions cette année qu'à l'accoutumée, voire peut-être un peu moins.

Quoi qu'il en soit, cet accroissement des craintes relatives à un éventuel accident de centrale nucléaire a contribué à faire grimper « l'indicateur d'inquiétudes » à un nouveau palier (38%), qu'on n'imaginait guère possible d'atteindre tout au long de la décennie 90, c'est-à-dire lors de cette période que nous avons pourtant qualifiée « d'années noires des peurs multiformes des Français ».

C'est dire que **cette omniprésence des craintes** ne répond pas seulement à telle ou telle circonstance particulière, mais correspond à la poursuite de la diffusion d'un état d'esprit symptomatique, répondant à une profonde prise de conscience : celle d'être entré de plain-pied dans **une société « multirisques »**, une société confrontée à des dangers multiples et sans cesse renouvelés, dangers qu'on redoute d'autant plus que beaucoup considèrent que leur probabilité de survenance ne cesse de s'accroître. Cette impression intense de **quasi-inéluçabilité des dangers** semble d'ailleurs aller de pair avec un autre sentiment, celui d'une terrible **impuissance**, d'une incapacité, individuelle et collective, à arriver à vraiment s'en protéger¹.

De ce point de vue, le recul, cette année, du sentiment d'insécurité quotidienne (craintes vis-à-vis de l'agression dans la rue) mérite une attention toute particulière par l'espoir qu'il suscite ; ce mouvement ne s'est cependant pas accompagné d'une quelconque réduction de l'insécurité routière ou de l'insécurité sanitaire ressenties. D'ailleurs, contrairement à ce qui s'était passé lors de la guerre du Golfe, la crainte du risque de conflits armés n'a, cette année par exemple, aucunement fait reculer la peur de l'accident de la route².

Autrement dit, c'est toujours à **une montée générale d'une inquiétude quasi-irrépressible que la population, dans son ensemble, semble être confrontée** : la nouvelle montée des peurs de cette année a touché quasiment **tous** les groupes socio-démographiques. Simplement, le mouvement de « va et vient » constaté dans le passé semble se reproduire à nouveau : la montée des craintes dans la société française s'était traduite d'abord (de 1982 à 1995) par un essor des peurs **dans les catégories peu aisées et moyennes** ; puis, de 1995 à 2002, **les groupes économiquement privilégiés** ont commencé à les « rattraper » : l'insécurité économique et sociale que ces craintes traduisaient dans les années 90 s'est renforcée, dans le début de la décennie 2000, d'un malaise plus profond n'épargnant plus guère les catégories aisées.

¹ Voir la note de conjoncture de l'an dernier.

² Entre janvier 1990 et janvier 1991, les inquiétudes concernant le risque de guerre avaient gagné 26 points. Parallèlement, les craintes relatives à l'accident de la route avaient reculé de 8 points.

Le début 2003 montre que les peurs, sans avoir vraiment reculé, **repartent de plus belle maintenant dans les catégories moyennes ou du bas de l'échelle**, voire dans les groupes habituellement les plus « craintifs » : 50% d'inquiets chez les femmes au foyer, 46% chez les ouvriers, 46% chez les non-diplômés (Tableau 2).

Tableau 2
Les inquiétudes continuent à se diffuser, mais un peu plus faiblement chez les gens aisés et diplômés

(Pourcentage d'inquiets)

	Début 1995	Début 2002	Début 2003	Evolution 2002-2003
Catégories classées en fonction des revenus du foyer				
. Moins de 915 Euros (6 000 F/mois).....	35	34	43	+ 9
. De 1 524 à 1 829 Euros (de 10 000 à 12 000 F/mois)	37	36	48	+ 12
. Plus de 2 287 Euros (15 000 F/mois)	18	29	34	+ 5
Catégories classées en fonction de la profession				
. Femme au foyer	43	40	50	+ 10
. Ouvrier	33	38	46	+ 8
. Employé	32	43	50	+ 7
. Cadre (supérieur ou moyen)	17	25	27	+ 2
Catégories classées en fonction de l'âge				
. Moins de 25 ans	26	34	44	+ 10
. 25 à 34 ans	31	35	39	+ 4
. 35 à 49 ans	27	36	40	+ 4
. 65 ans et plus	33	34	35	+ 1
Catégories classées en fonction du niveau de formation				
. Aucun diplôme (ou Cep)	38	40	46	+ 6
. Diplômé du bac ou du supérieur	18	27	28	+ 1
Catégories classées en fonction du lieu de résidence				
. Moins de 2 000 habitants	32	33	39	+ 6
. 20 000 à 100 000 habitants	34	39	35	- 4
. 100 000 habitants et plus (hors agglomération parisienne)	28	34	37	+ 3
. Paris – agglomération parisienne	23	39	40	+ 1
Ensemble de la population	30	35	38	+ 3

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : au début 2003, 34 % des titulaires de revenus élevés sont inquiets, soit 5 points de plus qu'en 2002. Dans le même temps, les inquiétudes ont gagné 9 points chez les faibles revenus.

Deux observations complémentaires méritent attention :

- Alors qu'il y a huit ans, les personnes âgées figuraient parmi les plus inquiets des Français, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les seniors ont été « rattrapés » par leurs cadets, et sont maintenant largement dépassés par les **moins de 25 ans** (44% d'inquiets, + 10 points en un an). Les jeunes, déjà alarmés par les risques de conflit (15 points de plus d'inquiets du risque de guerre, + 8 pour les inquiets du risque d'accident de centrale) font partie des catégories n'ayant pas vu leurs appréhensions à l'égard de l'agression dans la rue s'atténuer cette année (+ 2 points).
- Les inquiétudes ont globalement reculé, ces douze derniers mois, chez les retraités (- 2 points), les travailleurs indépendants (- 4 points) et chez **les habitants de communes de 20 000 à 100 000 habitants**. Il faut rappeler que chez ces derniers, la peur de l'agression avait atteint, début 2002, des sommets (73%). C'est précisément le recul des craintes liées à l'agression dans la rue qui explique la baisse de l'indicateur d'inquiétudes dans les villes moyennes de province.

Ainsi, à n'en pas douter, dans les éléments positifs de cette année, figure au tout premier rang **le recul de la peur de l'agression**. Force est cependant de constater que si ce repli est notable dans les quelques groupes figurant parmi les plus « alarmés » l'an dernier, tous n'ont pas bénéficié d'une même accalmie. Pour aller vite, la crainte de l'agression dans la rue a sensiblement reculé chez les plus de 50 ans, les habitants des grandes villes de province (au-delà de 20 000 habitants), les retraités, les cadres supérieurs et les diplômés, comme chez les résidents d'HLM. Ce recul a cependant à peine effacé la « poussée de fièvre » de l'an dernier : même dans ces groupes, le pourcentage d'inquiets reste, en janvier 2003, souvent supérieur à ce qu'il était au début 2001 (Tableau 3).

D'autre part, la peur de l'agression n'a pas ou quasiment pas reculé ces douze derniers mois chez les jeunes, les ruraux, les ouvriers, les revenus bas et moyens, et les femmes au foyer (Tableau 3).

En un mot, la population a certainement le sentiment que le gouvernement a commencé de s'occuper du sujet ; **mais les résultats ne sont manifestement pas encore perçus dans toutes les franges du corps social.**

Tableau 3
La peur de l'agression dans la rue a commencé à reculer, mais pas partout

(Pourcentage d'inquiets d'une agression)

	Début 2001	Début 2002	Début 2003	Evolution 2002-2003
Groupes où le pourcentage d'inquiets d'une agression a le plus reculé cette année				
. Réside dans une agglomération de 20 000 à 100 000 habitants.....	57	73	60	- 13
. Habite la région Nord	70	85	75	- 10
. Diplômé du bac et du supérieur	50	58	50	- 8
. 50 ans et plus	60	66	58	- 8
. Vit en HLM	63	77	70	- 7
. Réside dans une agglomération provinciale de 100 000 hab. et plus	62	68	62	- 6
. Cadre supérieur	48	47	41	- 6
Ensemble de la population	59	65	61	- 4
Groupes où le pourcentage d'inquiets d'une agression a le moins reculé (voire s'est accru)				
. Ouvrier	58	65	64	- 1
. Revenus inférieurs à 915 Euros/mois (6 000 F/mois)	60	65	64	- 1
. Diplômes intermédiaires (Bepc, technique inf. au bac)	59	66	66	=
. Femme au foyer	72	73	73	=
. Dispose de revenus compris entre 1 524 et 3 049 Euros/mois (10 000 F à 20 000 F/mois)	57	64	64	=
. Réside dans une commune de moins de 2 000 habitants	55	57	58	+ 1
. A moins de 25 ans.....	62	63	65	+ 2

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Un autre indicateur de l'enquête montre qu'il y a bien eu dans l'opinion, en ce début 2003, **un véritable recul des préoccupations sécuritaires** (Tableau 4). Le changement politique a donc bel et bien commencé à exercer ses effets : certes, le thème de « **la violence, l'insécurité** », qui avait connu il y a un an une progression sans précédent, figure encore en première place des préoccupations des Français (35% des citations). Mais le **reflux a été très significatif, en moyenne de 13 points**, et il s'observe avec une certaine régularité dans **tous les groupes sans aucune exception**.

Les maladies graves, quant à elles, gardent leur deuxième place au palmarès (30% des citations) et **le chômage**, la troisième (26%).

Tableau 4
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 2003)	Début 1991	Début 1993	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001	Début 2002	Début 2003	Evolution 2002-2003
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)	(J)	(J) - (I)
. La violence et l'insécurité.....	23	16	18	25	29	33	27	38	48	35	- 13
. Les maladies graves	28	29	29	26	28	30	33	38	31	30	- 1
. Le chômage	27	44	53	52	48	44	36	27	24	26	+ 2
. La pauvreté en France	16	20	25	25	23	24	25	21	19	22	+ 3
. Les tensions internationales	16	9	4	5	4	5	7	6	10	20	+ 10
. La pauvreté dans le monde	15	19	18	16	18	19	21	17	17	18	+ 1
. La dégradation de l'environnement	12	11	8	8	10	8	13	18	14	15	+ 1
. L'immigration	17	14	13	13	13	10	9	8	10	13	+ 3
. La drogue	37	30	24	22	20	22	23	21	21	12	- 9
. Les conflits sociaux	4	3	7	5	3	4	4	4	5	5	=
. L'Europe	6	6	2	3	2	1	2	2	1	2	+ 1

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

En fait, l'observation des évolutions intervenues depuis l'an dernier appelle **quatre remarques principales** (Tableau 4) :

- Les « **tensions internationales** » préoccupent deux fois plus de Français que l'an dernier (20%, + 10 points). Cette montée se retrouve d'ailleurs dans tous les groupes socio-démographiques, même si elle est encore plus accentuée chez les jeunes, les Franciliens, les diplômés et les travailleurs indépendants.
- Les soucis relatifs à la « **drogue** » ne cessent de reculer, avec une accentuation ces douze derniers mois (- 9 points). Et ce mouvement de baisse se retrouve dans toutes les catégories, sans exception.
- Malgré la répétition de quelques catastrophes écologiques (nauffrage du « Prestige » notamment ...), **la dégradation de l'environnement** ne gagne qu'un point cette année (à 15%). Il reste qu'on observe par ailleurs dans l'enquête, pour la première fois depuis longtemps, un certain regain **général** de l'idée de faire des efforts significatifs pour préserver et protéger l'environnement (accepter moins de confort, tolérer un niveau de vie plus faible, payer plus de taxes affectées à cet objectif ...).

- Enfin, **la pauvreté en France** (22%, + 3 points) et **le chômage** (26%, + 2 points) repartent à la hausse. A ces soucis « sociaux », on peut peut-être rajouter la remontée des préoccupations tournant autour de l'immigration (13%, + 3 points).

Une chose est sûre : vraisemblablement sous l'effet de la montée des interrogations concernant les conflits internationaux, **le souci du chômage n'a pas retrouvé cette année le niveau qui était le sien en 1999 – 2000**, alors même, on va le voir, que les pronostics des Français sont, sur ce sujet, très pessimistes.

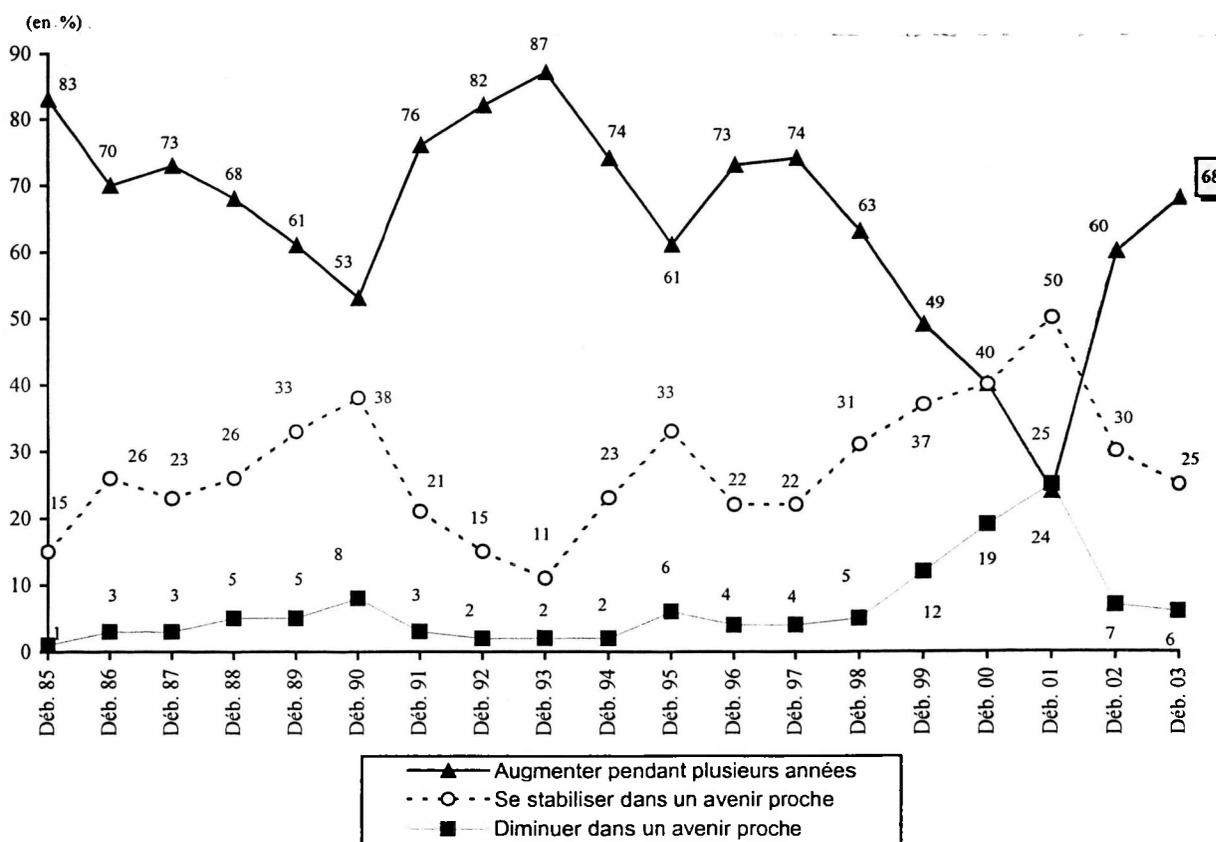
Voilà peut-être pourquoi nous parlons de « **désillusion douce** » : tiraillée entre une situation internationale inquiétante et les premiers résultats, positifs, de la lutte contre l'insécurité, l'opinion ne s'est, en quelque sorte, pas encore vraiment donné, avec unanimité, une nouvelle « bête noire », autrement dit, une nouvelle préoccupation majeure.

2. Plus des deux tiers de la population sont convaincus d'une remontée durable du chômage

N'y a-t-il pas là la marque la plus certaine, le signe le plus frappant de toute la désillusion de l'opinion ? 68% de la population estiment aujourd'hui que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter : après le bond de l'an dernier, le taux s'est encore accru de 8 points.

Nous sommes ainsi presque revenus à la situation, sombre s'il en fût, de la période 1996-1997, celle où prévalait la conviction qu'on ne pouvait rien faire pour arriver à endiguer le mal. En fait, il avait fallu quatre ans (de 1997 à 2001) pour faire sérieusement décliner la courbe. Sa remontée n'a guère pris que deux années (Graphique 4).

Graphique 4
A votre avis, le nombre de chômeurs va...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

L'origine de ce mouvement – faut-il le rappeler – n'est pourtant pas directement liée au risque de guerre en Irak : c'était en effet dès les premières semaines de 2002 que nous avons pu constater, sur ce sujet, un revirement d'une ampleur sans précédent. L'annonce, tout au long de l'année 2001, de nombreux plans de licenciements collectifs, les attentats du 11 septembre, puis l'apparition d'une conjoncture internationale défavorable avaient fait remonter extraordinairement le pourcentage de jugements négatifs : 36 points entre 2001 et 2002. Une variation annuelle d'une ampleur exceptionnelle !

Pourtant, le changement de majorité avait paru redonner un certain espoir à l'opinion : en juin 2002, le pourcentage de pessimistes vis-à-vis de l'évolution du chômage était redescendu à 50% (- 10 points en six mois). Le taux est donc reparti très vivement à la hausse ce dernier semestre (+ 18 points entre mi 2002 et janvier 2003).

Voilà bien l'indicateur le plus probant du désenchantement actuel : **la nouvelle équipe au pouvoir n'a pu arriver à donner le sentiment qu'elle pourrait être capable de contenir la remontée du fléau**. Le spectre du chômage de masse a donc regagné les esprits, notamment sous l'effet de l'annonce de nombreux plans sociaux très médiatisés (Air Lib, Péchiney, Métaleurop, Daewoo...). Il est vrai que depuis le printemps 2001, mois après mois, le nombre de chômeurs recensés n'a cessé de remonter.

Le plus frappant est que malgré les soubresauts évoqués, liés aux élections de l'an dernier, la montée des jugements pessimistes sur l'évolution du chômage n'a strictement épargné **aucun groupe socio-démographique**. Ni l'âge, ni les diplômes, ni la profession, ni le montant des revenus n'ont pu contenir la diffusion d'un certain sentiment de fatalité (Tableau 5) : la conviction que le nombre de chômeurs va continuer d'augmenter est maintenant partagée par au moins 58% de toutes les catégories sociales. Le taux va même au-delà des 70% chez les ouvriers, les employés, les non-diplômés et les bas revenus. L'évolution a été particulièrement rapide dans les très grosses métropoles, surtout dans l'agglomération parisienne (+ 16 points en un an).

Tableau 5
Une conviction s'ancre dans les esprits : le nombre de chômeurs va continuer d'augmenter

(Pourcentage d'individus croyant à une augmentation durable du nombre de chômeurs)

	Début 2001	Début 2002	Début 2003	Evolution 2002-2003
. Ne dispose d'aucun diplôme	31	63	73	+ 10
. Dispose du bac ou d'un diplôme du supérieur	15	54	60	+ 6
. Ouvrier.....	28	62	76	+ 14
. Employé	24	67	71	+ 4
. Cadre (moyen ou supérieur)	16	54	63	+ 9
. Revenus du foyer inférieurs à 915 Euros/mois (6 000 F)	28	67	73	+ 6
. Revenus du foyer compris entre 1 524 et 2 287 Euros/mois (10 000 à 15 000 F).....	19	57	72	+ 15
. Revenus du foyer supérieurs à 3 049 Euros/mois (20 000 F)	14	51	58	+ 7
. Moins de 25 ans	23	53	61	+ 8
. 65 ans et plus	25	58	69	+ 11
. Réside dans une commune de moins de 2 000 hab.	25	64	68	+ 4
. Réside dans une agglomération provinciale de 100 000 hab. et plus	24	56	67	+ 11
. Réside à Paris et agglomération parisienne	23	52	68	+ 16
Ensemble de la population	24	60	68	+ 8

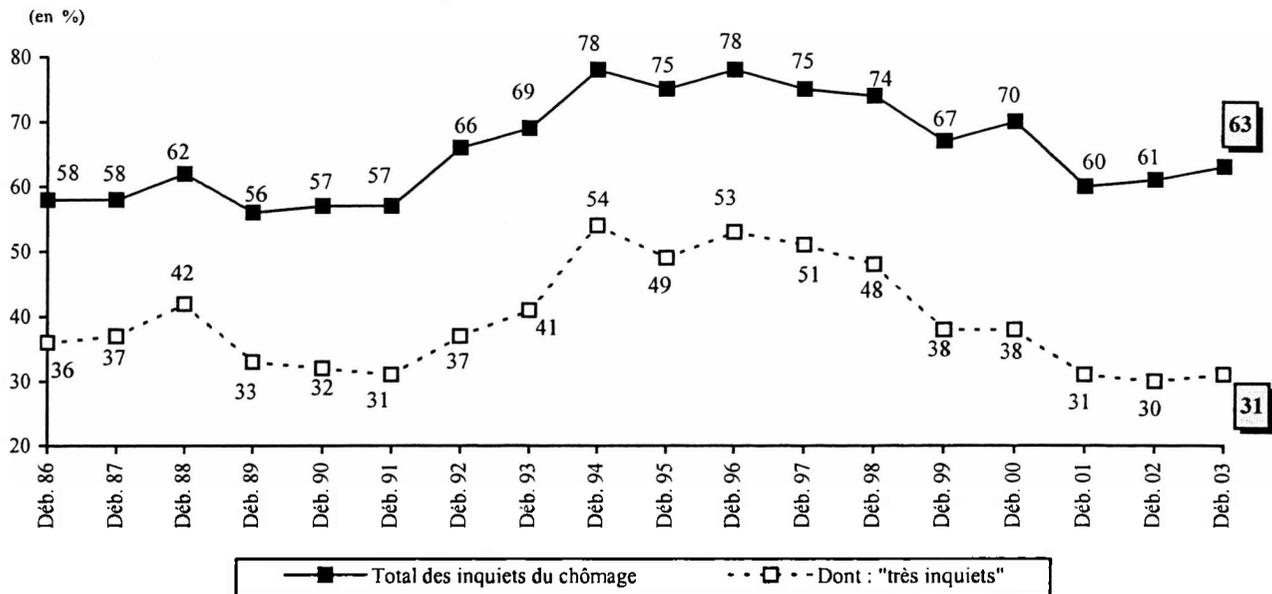
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : au début 2003, 73 % des non-diplômés estiment que le nombre de chômeurs va augmenter pendant plusieurs années, contre 63% l'an dernier, soit 10 points de plus en un an (et 42 points de plus en deux ans).

Mais, peut-être, doit-on ici modérer le propos. Car, face à cette croissance, pourtant spectaculaire, des pronostics négatifs sur l'évolution du chômage, il faut noter que la crainte d'être directement frappé par le mal n'a gagné « que » deux points cette année ; certes, le taux atteint est élevé : 63% des enquêtés se déclarent inquiets, pour eux ou pour leurs proches, du risque de chômage. Mais ce pourcentage est nettement inférieur à ceux de la période 1994-1998 (74 à 78%, cf. Graphique 5). Mieux, la proportion d'enquêtés « très inquiets » par le fléau n'a guère évolué en 2003 et se situe, cette année encore, au niveau d'il y a vingt-quatre mois (31%), loin des chiffres alarmistes de la deuxième moitié de la décennie 90.

D'ailleurs, le nombre d'individus ne se sentant pas personnellement menacés par le chômage reste important : 72% des Français – 74% l'an dernier – déclarent **ne pas ressentir** ce danger, pour eux-mêmes ou pour leur foyer.

Graphique 5
Le pourcentage d'individus se déclarant inquiets,
pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage



CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Autrement dit, le pessimisme actuel s'appuie sur une forte conviction, presque incontournable, celle que le fléau ne va pas de sitôt reculer. Mais il n'est pas – ou pas encore ? – la traduction directe de craintes personnelles, le signe de l'effroi de chacun de perdre prochainement son propre emploi. En un mot, on est aujourd'hui plus inquiet pour les « autres » que pour soi.

Ce pessimisme sociétal, que les bruits de bottes au Moyen-Orient ne peuvent, bien entendu, qu'amplifier, on le retrouve aussi dans la dégradation des jugements sur l'évolution du niveau de vie de l'ensemble des Français, nous allons y revenir.

Mais le plus frappant n'est-il pas que, face à cette morosité collective croissante, presque irrésistible, le désir de réformes radicales de la société ne s'est aucunement amplifié ? Voilà pourquoi, avec prudence, nous parlons seulement de « désenchantement » de l'opinion : les inquiétudes croissent et le chômage s'élève, mais le radicalisme exacerbé recule.

3. Une montée de la demande de changements progressifs de la société ; le radicalisme recule

A quoi peut tenir une telle évolution ? Est-ce qu'il est encore trop tôt pour que le désappointement apparent de l'opinion se traduise par la résurgence d'une certaine « radicalité » ? Est-ce tout simplement le changement politique qui a fait retomber la fièvre, celle que l'on avait vu, avec soudaineté, s'amplifier avant les élections de l'an dernier ? Est-ce plutôt un sentiment de raison qui, après « l'effarement » du premier tour des présidentielles, conduit avec sagesse la société à penser que, confrontée aujourd'hui à des **risques collectifs importants** (guerre, chômage ...), la **pondération** doit l'emporter ?

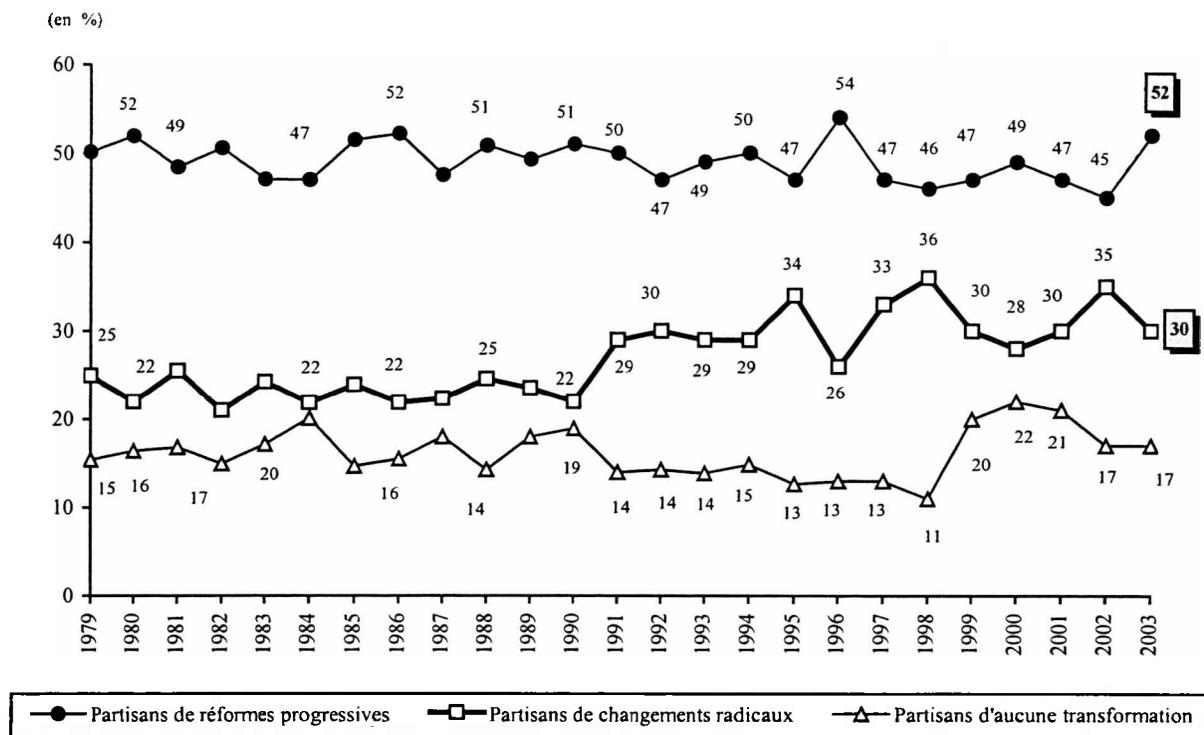
Toujours est-il qu'on observe **un recul dans la demande de réformes radicales de la société française.**

Qu'on s'entende bien sur ce point. Le désir de réformer profondément la société n'a pas vraiment régressé : 80% de la population l'affichaient l'an dernier, **82% l'expriment aujourd'hui.** Ce taux n'a même quasiment jamais été aussi élevé dans le corps social depuis vingt-cinq ans (il est du même niveau qu'en 1998).

Non, ce qui a reculé, c'est l'attente de ruptures sociétales brutales (- 5 points) : **les partisans de changements « modérés », c'est-à-dire les tenants de rénovations progressives, représentent maintenant 52% de la population, soit 7 points de plus en un an** (Graphique 6).

Un mouvement de même ampleur était déjà apparu, faut-il le rappeler, au début 1996, c'est-à-dire après les grèves de la fin 1995 et précisément après l'élection présidentielle de cette année-là.

Graphique 6
La demande de réformes « progressives » de la société remonte fortement



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Voilà donc la nouveauté de ce début 2003 : alors que l'an dernier avait été marqué, en particulier à l'approche des élections, par l'apparition d'une insatisfaction sociétale notable, affichée entre autres par **des groupes « nouveaux »**, jusque-là peu contestataires, **exaspérés** par le dysfonctionnement de quelques institutions majeures (justice, école, police...)³, on observe cette année, dans ces groupes comme ailleurs, **un fort recul du « radicalisme »** :

- * Il n'était effectivement pas dans les habitudes de trouver les plus de 65 ans parmi les plus gros demandeurs de changements radicaux de la société : leur exigence a maintenant reculé de 15 points (contre - 5 en moyenne, cf. Tableau 6). Ce recul est également très significatif chez les travailleurs indépendants (- 12 points) et les habitants de communes rurales (- 6). D'ailleurs, ce repli de radicalité a aussi affecté des groupes « bien installés », tels les salariés du secteur public disposant d'un contrat à durée indéterminée (- 15 points) ou les cadres supérieurs (- 8 points).

³ Voir « Début 2002 : l'opinion se crispe, profondément affectée par la flambée des inquiétudes liées à l'insécurité », G. Hatchuel, CREDOC, mars 2002.

* Plus étonnant, mais aussi net, le reflux a également touché des groupes habituellement plus « revendicatifs » : ouvriers, revenus moyens-bas, non-diplômés ou titulaires de diplômes techniques inférieurs au bac (Tableau 6).

En fait, cette année est marquée par un « transfert » dans les demandes exprimées à l'égard des réformes sociétales : les groupes les plus « velléitaires » de l'an dernier sont, pour beaucoup, ceux où l'on enregistre une forte montée du désir de changements « progressifs ». En vérité, dans tous les groupes, sauf chez les titulaires des revenus les plus élevés, depuis longtemps déjà les plus consensuels, on observe cette année le même type d'évolution.

Tableau 6
La montée des partisans de réformes progressives
a encore plus affecté les « radicaux » de l'an dernier

Groupes fortement demandeurs, l'an dernier, de réformes radicales <i>(Classés par ordre décroissant de la 1^{ère} colonne)</i>	Pourcentage de partisans de « réformes radicales »			Evolution 2002-2003 du pourcentage de partisans de « réformes progressives »
	Début 2002	Début 2003	Evolution 2002-2003	
. Habite dans la région Nord	46	32	- 14	+ 15
. Travailleur indépendant.....	43	31	- 12	+ 12
. Ne dispose d'aucun diplôme	40	33	- 7	+ 7
. Femme au foyer	40	34	- 6	+ 9
. Revenus du foyer inférieurs à 1 524 Euros/mois (10 000 F)	40	33	- 7	+ 8
. A 65 ans et plus	39	24	- 15	+ 12
. Diplômé du bepc ou d'un diplôme technique sans le bac	39	31	- 8	+ 10
. Réside dans une commune de moins de 2 000 habitants	38	32	- 6	+ 4
. Employé	38	34	- 4	+ 5
. Ouvrier	37	34	- 3	+ 4
. Salarié du public en contrat à durée indéterminée	36	21	- 15	+ 11
Ensemble de la population	35	30	- 5	+ 7

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

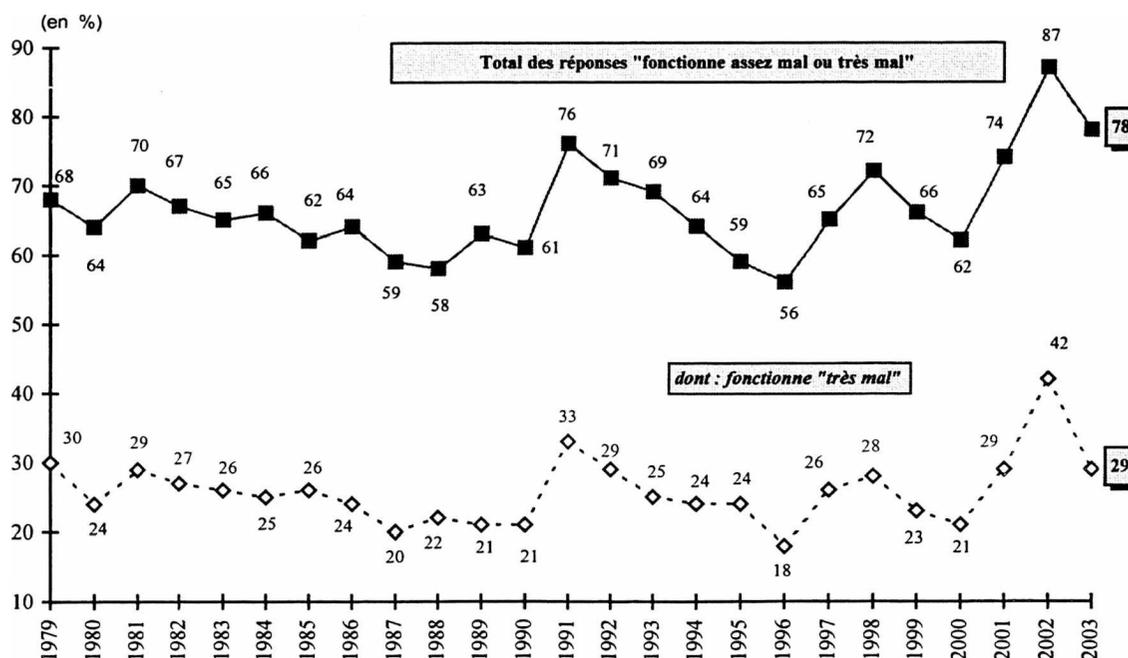
Exemple de lecture : Au début 2003, 24% des personnes de 65 ans et plus souhaitent que la société française se transforme profondément par des réformes radicales, soit 15 points de moins en un an. Cela s'est traduit, chez eux, par une montée de 12 points des partisans de « réformes progressives ».

Ne nous réjouissons cependant pas trop vite : la demande de « radicalisme » n'a, à vrai dire, pas totalement disparu. Elle reste encore très significative, tout particulièrement chez les ouvriers, les employés et les revenus moyens (34% environ). Les deux groupes les plus « radicaux » sont aujourd'hui les 25-34 ans (36%) et, on ne s'en étonnera guère, les chômeurs (37%). Mais il faut rappeler que, l'an dernier, les taux dépassaient

couramment les 40% : les Français attendent donc, en quelque sorte, davantage de souplesse et de tempérance, plus de progressivité dans les réformes sociétales que de ruptures brusques. Comment ne pas voir là l'effet des différents épisodes électoraux de 2002 ?

D'ailleurs, on observe parallèlement une nette atténuation des accusations lourdes portées contre le fonctionnement des institutions, notamment la justice. Certes, on ne peut guère totalement pavoiser : 78% de la population considèrent encore que la justice dans notre pays fonctionne mal. Mais le taux a reculé de 9 points ces douze derniers mois. Et surtout les jugements les plus extrêmes (la justice fonctionne « très mal ») sont revenus à leur niveau de 2001 (29%, cf. Graphique 7).

Graphique 7
Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal en France :
la poussée de fièvre de l'an dernier a commencé à s'atténuer



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Ce repli – quoique encore tout relatif – des critiques sur la justice a affecté, il faut le dire, l'ensemble du corps social, sauf les étudiants : ceux-ci connaissent, avec retard,

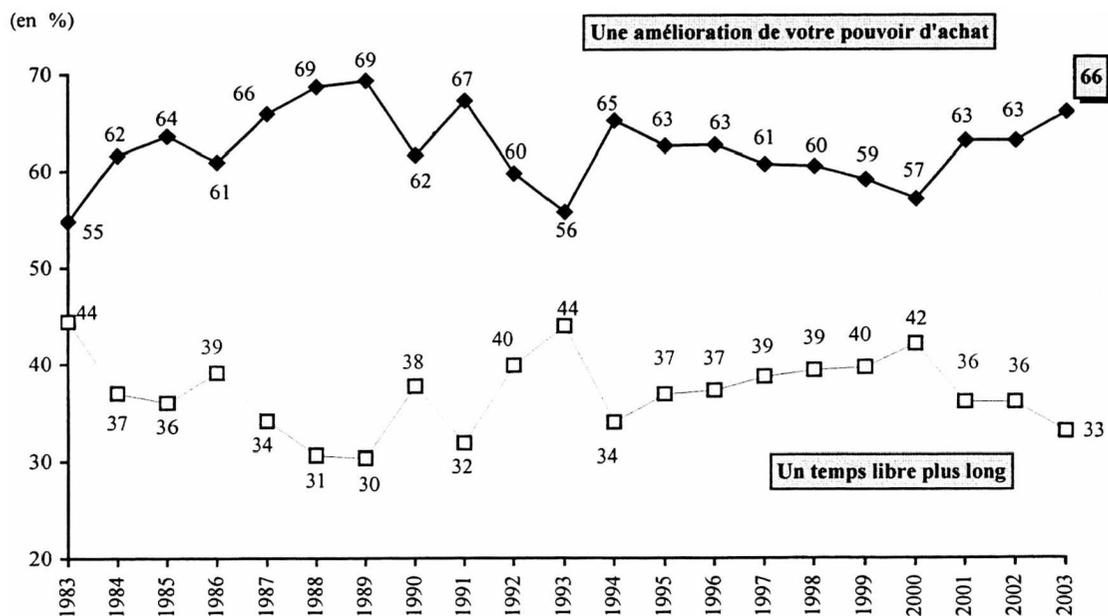
une sérieuse montée de fièvre sur le sujet (+ 9 points, à 83%), peut-être celle qui les avait « épargnés » l'an dernier.

En tout état de cause, si la flambée « d'extrémisme » du début 2002 semble s'être quelque peu atténuée, cela ne signifie pas que toute velléité de groupes d'actifs, insatisfaits de leurs revenus, ait disparu. On sent même poindre, chez quelques-uns d'entre eux (25-34 ans, ouvriers, titulaires de CDD, ...) **une nette remontée des préférences envers une augmentation du pouvoir d'achat** : 66% des actifs (+ 3 points en un an) opteraient aujourd'hui pour un tel accroissement, plutôt que pour une augmentation de leur temps libre (Graphique 8).

Mais c'est probablement l'effet de la mise en place des 35 heures qu'on retrouve ici⁴ : jamais, depuis dix ans, la demande de temps libre n'a été aussi faible.

Graphique 8
Quelle est votre préférence entre ... ?

- Question posée aux seuls actifs -



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

⁴ Dans la vague de juin 2002 de notre système d'observation, 62% des salariés déclaraient avoir déjà bénéficié de la mise en place de l'aménagement et de la réduction du temps de travail. D'ailleurs, au début 2000, 37% des actifs disaient travailler moins de 39 heures hebdomadaires ; c'était le cas de 50% des actifs au début 2001 et de 56% en janvier 2002. Le taux est maintenant de 62%.

Ainsi, la société française, confrontée à la conviction que le chômage va repartir à la hausse, est profondément marquée, en ce début 2003, par une nette progression du **pessimisme sociétal**.

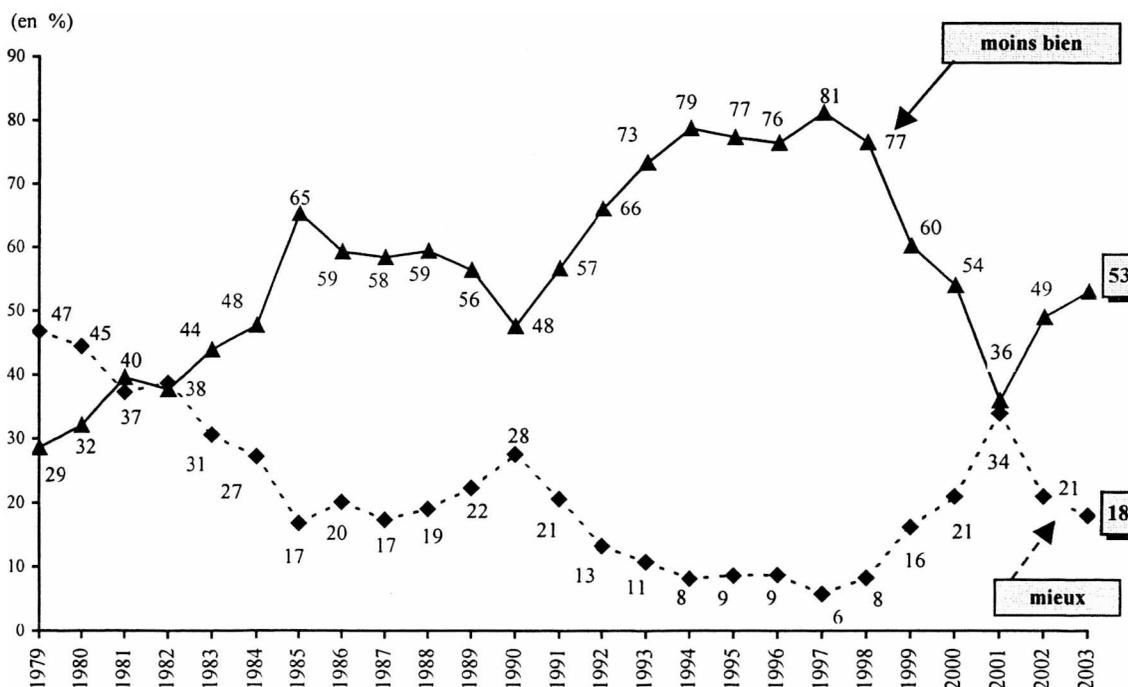
Mais celui-ci s'accompagne moins d'une contestation radicale, tranchée, que **d'une volonté de changer les choses en douceur, graduellement**, sans à-coups brutaux. Un réformisme tempéré, plutôt qu'un radicalisme exacerbé ! En un mot, depuis l'an dernier, les esprits se sont sérieusement apaisés.

4. Les opinions sur l'évolution du niveau de vie se détériorent. Mais le pessimisme est aujourd'hui davantage collectif qu'individuel

Comment ne pas voir là le corollaire direct de la déception affichée par l'opinion sur la hausse du chômage ? Toujours est-il que la population, sensible à la dégradation de la situation économique, porte maintenant **un regard assez sombre sur l'évolution des conditions de vie collectives** : 53% des enquêtés considèrent, en effet, que le niveau de vie de l'ensemble des Français se détériore (Graphique 9). L'embellie exceptionnelle du début 2001 est bel et bien oubliée.

Quatre points de plus sont donc venus s'ajouter aux treize déjà engrangés l'an dernier ! Alors qu'il y a deux ans, perceptions positives et négatives s'équilibraient quasiment, les « pessimistes » ont maintenant pris l'avantage : les individus estimant que la situation du pays se dégrade sont **trois fois plus nombreux** que ceux qui gardent encore espoir (53%, contre 18%).

Graphique 9
En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ... ⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

(1) Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent cette année 27% des avis, contre 28% l'an dernier.

Certes, les choses sont loin d'être aussi noires qu'elles ne l'avaient été de 1993 à 1998 : la morosité collective touchait alors de 70 à 80% de la population (Graphique 9).

Mais, en deux ans, la dégradation a affecté avec systématisme **toutes** les catégories sociales. Le mouvement de diffusion des doutes sur le niveau de vie de l'ensemble du pays a même été encore plus rapide, ces douze derniers mois, chez les cadres (les « pessimistes » y ont gagné 12 points, contre 4 en moyenne, cf. Tableau 7), chez les employés (+ 9 points), chez les revenus moyens (+ 11 points) ou bas (+ 8 points), comme chez les habitants de grosses agglomérations provinciales (+ 9 points).

Deux remarques complémentaires :

- Cette année, un groupe – et un seul – a évolué à contre-courant : les travailleurs indépendants. Leur « trouble » du début 2002 s'est, en quelque sorte, apaisé : 51% considèrent maintenant que le niveau de vie des Français se dégrade, contre 59% l'an dernier, avant les élections.
- Il reste que quelques rares catégories ne partagent pas encore, en majorité, le pessimisme collectif ambiant : « seulement » 37% des moins de 25 ans croient en une dégradation du niveau de vie des Français (contre 53% en moyenne) ; ce n'est le cas aussi « que » de 47% des revenus élevés et de 45% des Franciliens. Mais même dans ces catégories, les pessimistes ont quand même gagné de 15 à 25 points en deux ans (Tableau 7). **Le mouvement est donc quasi-général.**

Tableau 7
Le pessimisme sur la situation des « autres » gagne toutes les franges de la société

(Pourcentage d'individus estimant que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade)

	Début 2001	Début 2002	Début 2003	Evolution 2002-2003
. De 25 à 34 ans	31	43	50	+ 7
. De 35 à 49 ans	39	52	58	+ 6
. Plus de 65 ans	36	53	55	+ 2
. Ouvrier	39	51	57	+ 6
. Employé	37	47	56	+ 9
. Cadre (moyen ou supérieur)	30	40	52	+12
. Revenus du foyer inférieurs à 915 Euros/mois (6 000 F).....	33	49	57	+ 8
. Revenus compris entre 1 524 et 2 287 Euros/mois (10 000 à 15 000 F)	37	48	59	+11
. Revenus de 3 049 Euros/mois ou plus (20 000 F).....	26	44	47	+ 3
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	39	54	56	+ 2
. Dispose du bac ou d'un diplôme du supérieur	28	40	48	+ 8
. Habite une commune de moins de 2 000 habitants	38	52	53	+ 1
. Réside dans une agglo. provinciale de 100 000 habitants et plus .	36	49	58	+ 9
. Réside à Paris - Région Parisienne	28	45	45	=
Ensemble de la population	36	49	53	+ 4

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

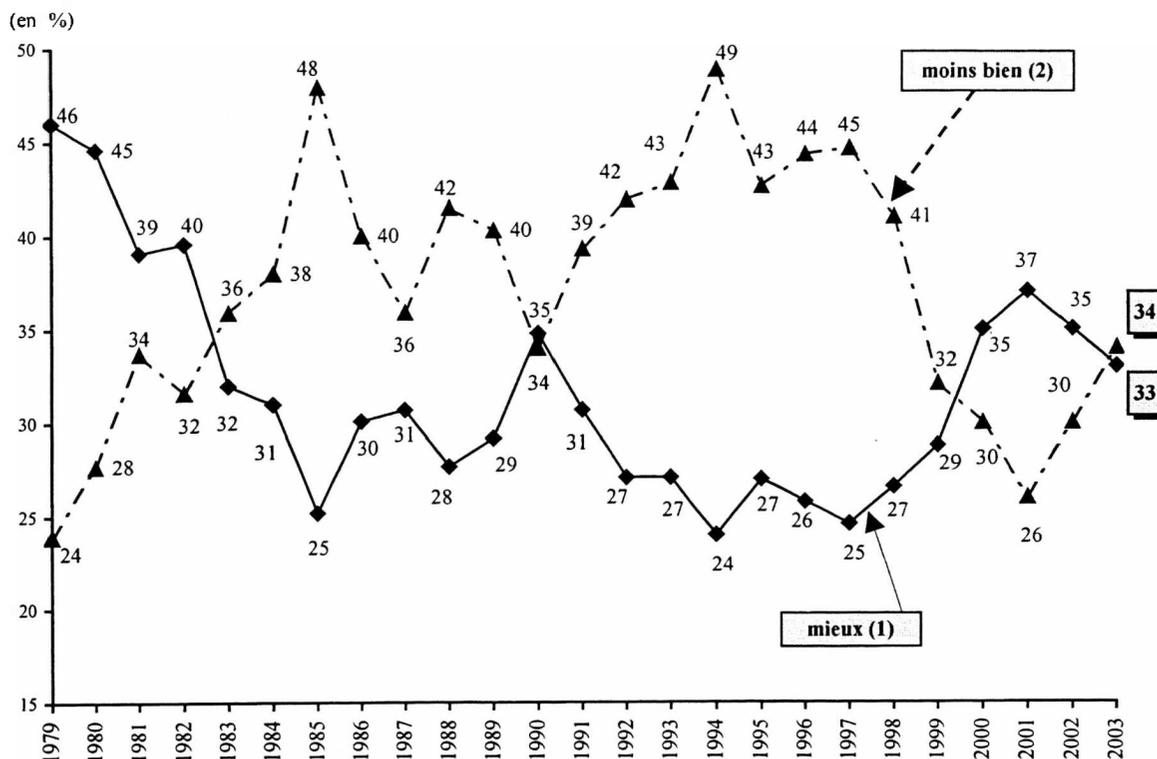
Exemple de lecture : au début 2003, 57% des ouvriers estiment que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade, contre 51% l'an dernier, soit 6 points de plus en un an (et 18 points de plus en deux ans).

Heureusement, face à ce **défaitisme sociétal montant**, les évolutions négatives concernant les jugements sur le **niveau de vie individuel** n'ont pas été aussi rapides. Même si, là aussi, force est de constater quelques signes sérieux d'effritement. Et ces stigmates touchent aussi bien les opinions sur **les situations personnelles présentes** que sur **celles à venir**. Examinons-les :

- a) **Les situations présentes d'abord**. Car même si, dans l'enquête, on interroge les Français sur l'évolution de leur niveau de vie passé (celui « des dix dernières années »), on sait que le regard qu'ils portent sur le sujet est un bon révélateur de leur état d'esprit **présent**.

Or, la représentation graphique traduit bien le mouvement de « fermeture de la parenthèse faste » auquel nous nous référions précédemment : **pour la première fois depuis quatre ans, le pourcentage d'individus estimant que leur propre niveau de vie se dégrade est passé au-dessus de la proportion des tenants d'une amélioration (34%, contre 33%, cf. Graphique 10)**.

Graphique 10
En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...*



Solde (1) - (2) :

+22	+17	+5	+8	-4	-7	-23	-10	-5	-14	-11	+1	-8	-15	-16	-25	-16	-18	-20	-14	-3	+5	+11	+5	-1
-----	-----	----	----	----	----	-----	-----	----	-----	-----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	-----	----	----

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

* Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique.

Elles représentent 33% des citations, contre 34% l'an dernier.

Il reste que, pour symbolique qu'il soit, le mouvement intervenu cette année n'est finalement pas d'une amplitude considérable (+ 4 points dans les jugements négatifs). On peut même, d'une certaine façon, estimer que **les appréciations sont encore très partagées** : 34% de la population considèrent que leur niveau de vie se détériore, 33% qu'il s'améliore et 33% qu'il reste stable.

En un mot, même si le moral individuel est moins bon cette année, il ne s'est pas effondré. Ce point est important puisqu'il faut rappeler que c'est le maintien de perspectives favorables qui a jusqu'ici permis à la consommation des ménages de se maintenir.

Mais, cette année, les valeurs « moyennes » sont-elles vraiment suffisantes pour bien comprendre les inflexions qui ont pu affecter le corps social ? Car **des fractures importantes, correspondant à de profondes oppositions socio-démographiques, apparaissent maintenant dans l'opinion** (Tableau 8) :

- * D'un côté, on trouve **des groupes plutôt pessimistes** (39% ou plus d'entre eux estiment que leur propre niveau de vie se dégrade), qui connaissent depuis deux ans une inflexion marquée de leur moral personnel (+ 10 à + 16 points dans leurs jugements négatifs). On recense ici les titulaires de revenus faibles ou moyens, inférieurs à 1 524 € par mois (10 000 F), les non-diplômés, les plus de 50 ans, les ouvriers et les femmes au foyer, les habitants des grosses agglomérations régionales.
- * De l'autre, figurent des catégories encore peu touchées par le sentiment que leurs propres revenus évoluent négativement (seulement 18 à 26% de ces groupes le pensent) et dont les membres **ne paraissent pas encore vraiment atteints par une quelconque morosité personnelle**. On trouve surtout ici les gens aisés, les diplômés, les moins de 35 ans et les Franciliens.

En un mot – sans vouloir opposer une France « d'en haut » à une France « d'en bas » –, on peut dire que les uns voient leur moral personnel commencer à tanguer, tandis que les autres sont encore loin d'être plongés dans la tourmente.

Ces fractures « ouvertes » sont très préoccupantes : cela ne signifierait-il pas en effet que la consommation risque, dans les mois à venir, de ne plus être « tirée », comme elle l'avait été ces dernières années, par un mouvement que l'on dira assez général de l'ensemble des groupes sociaux ?

Tableau 8
Les jugements sur l'évolution du niveau de vie personnel :
des fractures apparaissent dans l'opinion

(Pourcentage d'individus estimant que leur niveau de vie personnel se dégrade)

	Début 2003	Evolution 2001-2003
<i>Les groupes les plus « pessimistes »</i>		
. Revenus du foyer inférieurs à 915 Euros/mois (6 000 F).....	48	+ 14
. Femme au foyer	45	+ 16
. Revenus du foyer compris entre 915 et 1 524 Euros/mois (6 000 à 10 000 F)	42	+ 7
. A 65 ans et plus	43	+ 11
. A de 50 à 59 ans	41	+ 9
. Ne dispose d'aucun diplôme	40	+ 10
. Réside dans une agglo. provinciale de 100 000 habitants et plus	39	+ 12
. Ouvrier	39	+ 15
Ensemble de la population	34	+ 8
<i>Les groupes les plus « optimistes »</i>		
. Réside à Paris-agglomération parisienne	26	- 2
. Diplômé du bac et du supérieur	26	+ 6
. Cadre (moyen ou supérieur)	24	+ 3
. A de 25 à 34 ans	24	+ 10
. Salarié du secteur public en CDI	23	+ 4
. Revenus du foyer supérieurs à 2 287 Euros/mois (15 000 F)	22	+ 6
. Moins de 25 ans.....	18	+ 1

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : 45% des femmes au foyer considèrent que leur niveau de vie personnel se dégrade, soit 16 points de plus en deux ans.

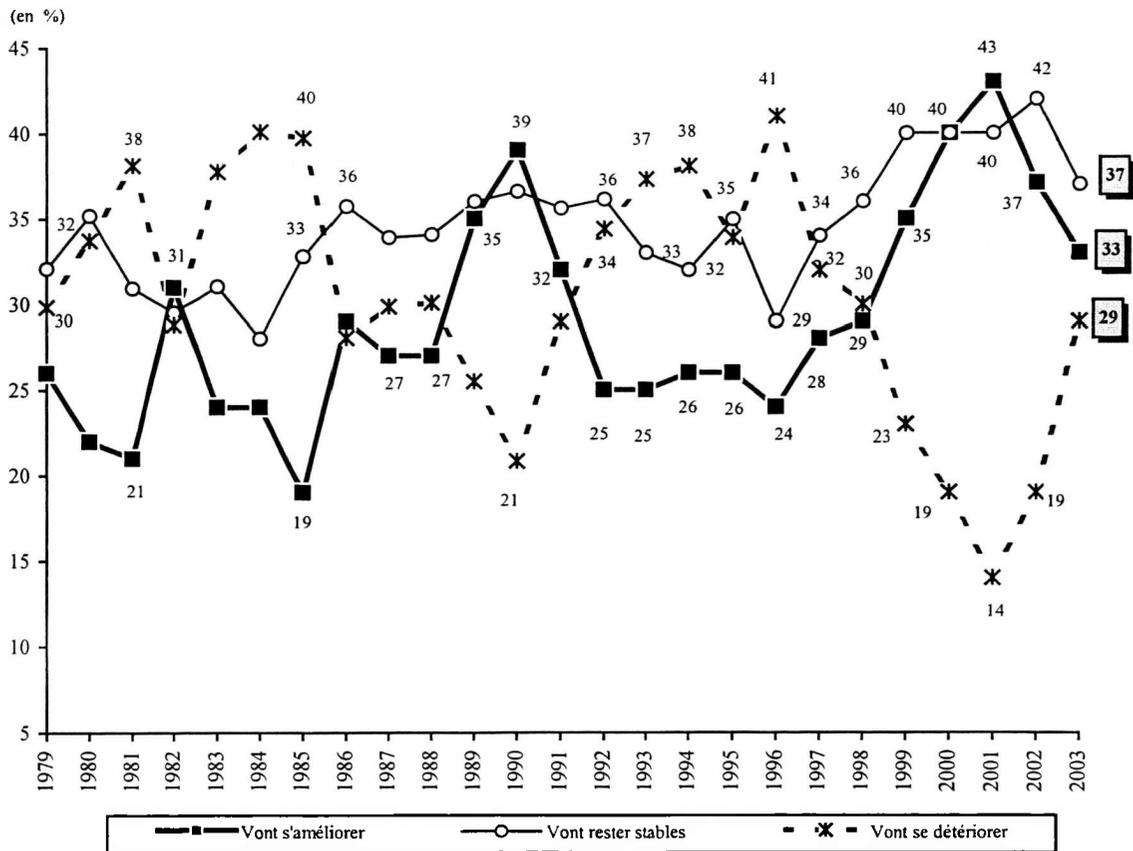
Bien sûr, les catégories les plus optimistes pourraient peut-être à elles seules, pendant quelque temps, permettre à la consommation, sinon de se maintenir, du moins d'éviter de s'effondrer. Mais cette hypothèse est-elle vraiment plausible à moyen terme, quand on sait que monte la crainte de la guerre et que s'accroît l'idée que le niveau de vie collectif, donc celui des « autres », se dégrade ?

- b) Les jugements des enquêtés sur **leurs conditions de vie à venir**, c'est-à-dire la façon dont ils voient leur propre situation personnelle des prochains mois, apportent indirectement un début de réponse à cette question.

En effet, les anticipations à l'égard de l'avenir **continuent elles aussi à se gâter**, et plus nettement que ce n'avait été le cas l'an dernier (Graphique 11) : 29% des Français pensent que leurs propres conditions de vie vont se détériorer dans les cinq prochaines années (+ 10 points en un an).

Certes, 33% des enquêtés estiment encore que leur situation va prochainement s'améliorer et 37% qu'elle va rester stable. Mais **le recul, sans être alarmiste, est significatif**.

Graphique 11
Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

On peut, à partir de cette question (Graphique 11), élaborer un solde entre les jugements positifs et négatifs⁵. L'observation **de ce solde des opinions sur l'avenir personnel**, et sa mise en perspective sur les vingt dernières années, permettent de tirer **trois conclusions principales** (Graphique 12) :

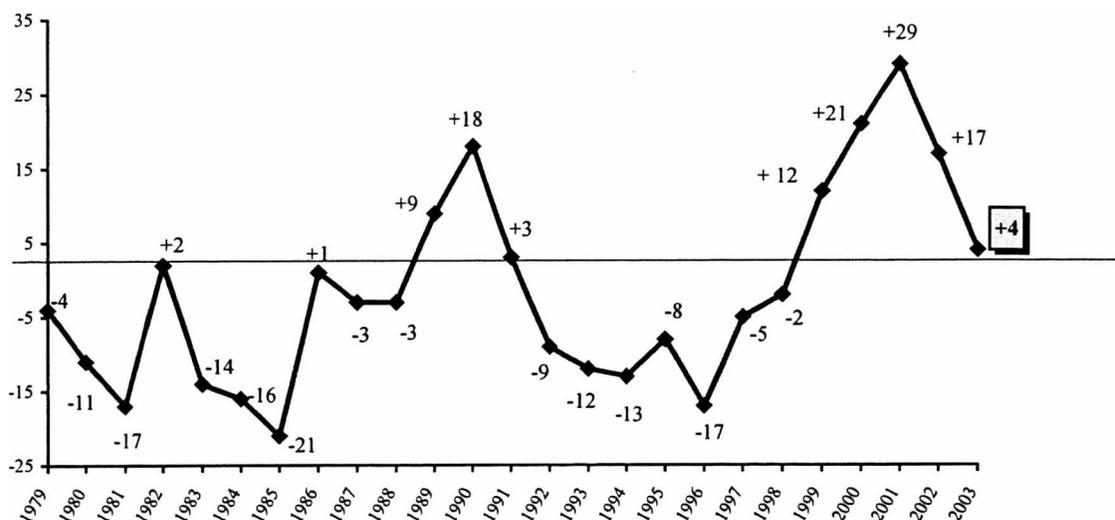
- * **Le recul de l'optimisme individuel avait commencé l'an dernier et il se poursuit, malheureusement, à un rythme soutenu** : l'indicateur est en effet passé, en un an, de + 17 à + 4. On est maintenant bien loin du niveau, véritablement exceptionnel, atteint au début 2001 (+ 29).
- * **L'indicateur est encore positif** : la situation est, certes, la moins bonne de toutes celles observées depuis 1999, mais nous ne sommes pas encore entrés dans la zone noire des indices négatifs, celle où l'opinion s'était encluee de 1992 à 1998.
- * **Enfin, l'indicateur a reflué dans tous les groupes socio-démographiques** (- 13 points en moyenne, Graphique 12), avec une seule exception : les titulaires de revenus élevés (+ 3 points cette année). Cette exception est révélatrice, encore une fois, **des fractures** présentes dans la société.

Heureusement, l'indicateur est presque partout positif, sauf chez les femmes au foyer (- 5), les non-diplômés (- 9) et surtout les plus de 50 ans (- 18 à - 26). La frilosité des **seniors** face à l'avenir – liée à une insatisfaction croissante à l'égard de leurs ressources – s'était accompagnée, l'an dernier, d'une demande exacerbée de réformes radicales de la société. Ce radicalisme s'est maintenant effacé ; mais ce n'est pas pour autant qu'on observe, **chez les plus de 50 ans**, une amélioration de leurs pronostics face à l'avenir : leur contestation d'hier semble avoir fait place à un certain abattement.

⁵ Il s'agit du solde, au niveau global ou catégoriel, entre les deux opinions [« mes conditions de vie à venir vont s'améliorer »] - [« mes conditions de vie à venir vont se détériorer »].

Graphique 12
L'indicateur d'optimisme ou de pessimisme vis-à-vis des conditions de vie à venir
continue à reculer, même s'il est encore positif

(Solde des anticipations positives et négatives vis-à-vis de l'avenir)⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

⁽¹⁾ Voir note page précédente

Nous pouvons maintenant synthétiser l'ensemble des informations précédentes, c'est-à-dire celles concernant **les situations individuelles**, en un mot celles touchant au moral personnel des Français.

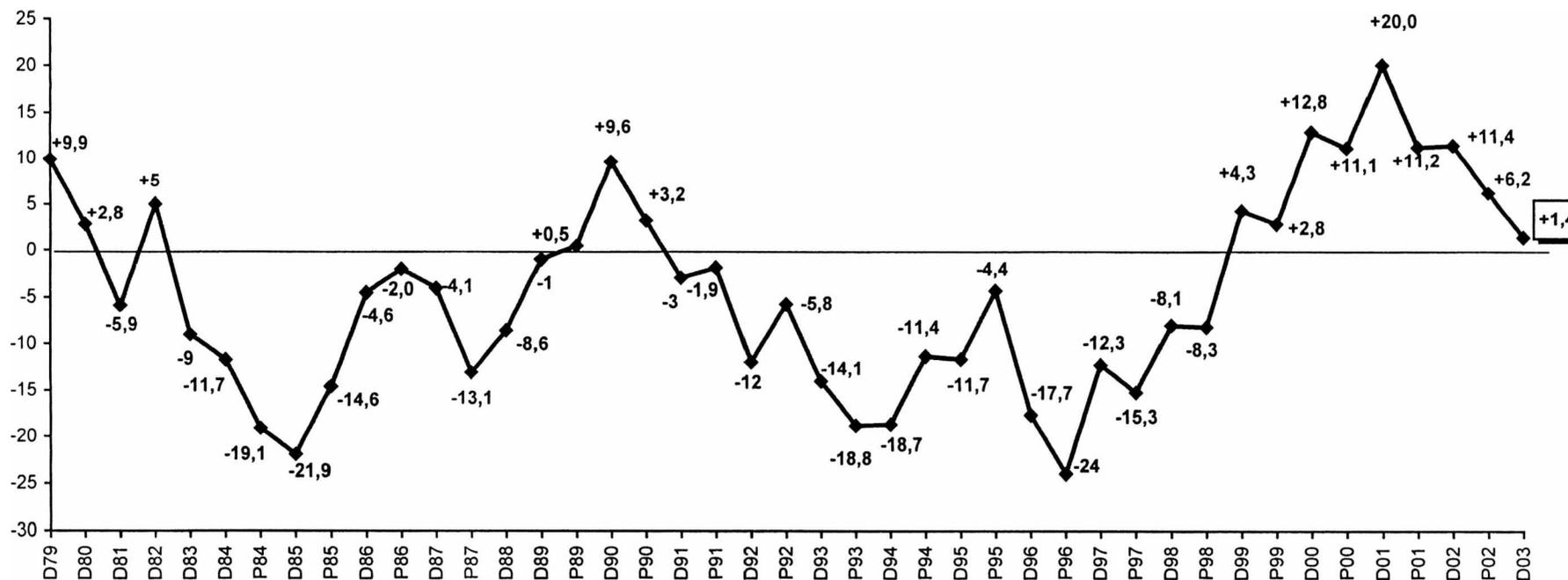
L'indicateur résumé des opinions des ménages permet, en effet, de tenir compte à la fois des jugements personnels **sur l'avenir** et de ceux formulés sur **le présent**. L'observation de cet indice (Graphique 13) résume beaucoup des constats précédents⁶ :

- **L'indicateur poursuit sa baisse.** Après une certaine stabilisation en fin 2001, celui-ci a perdu cinq points au premier semestre 2002, puis cinq autres au second semestre. La tendance à la baisse était donc engagée bien avant les événements d'Irak. Et elle ne s'est pas vraiment ralentie ces douze derniers mois.

⁶ Le graphique 13 fournit toute la série brute des données recueillies depuis le début 1979, y compris enquêtes de printemps inaugurées en 1984.

- **Le niveau de l'indicateur (+ 1,4) frôle maintenant la ligne de démarcation entre pessimisme et optimisme.** Certes, on peut noter que pour le neuvième semestre consécutif, l'indice est encore positif, ce qui, somme toute, mérite attention : celui-ci avait été, avant 1999, le plus souvent négatif. On doit donc, en toute rigueur, ne parler que d'un « effritement » du moral des ménages ; mais la tendance est clairement orientée à la baisse.
- Enfin, **l'indicateur résumé est loin d'être positif dans toutes les catégories sociales.** Mais surtout, son observation détaillée met à nouveau en évidence **la fragmentation actuelle du corps social**, relativement profonde. Outre les différences d'âge, considérables, déjà évoquées, l'indice oppose clairement :
 - Les titulaires de revenus supérieurs à 3 049 Euros/mois (indice de + 23) aux revenus inférieurs à 1 524 Euros (- 10).
 - Les cadres (+ 21) et les employés (+ 12), aux ouvriers (- 1) et aux femmes au foyer (- 15).
 - Les diplômés (+ 17) aux non-diplômés (- 13).
 - Les Franciliens (+ 11) aux habitants des grandes métropoles régionales (- 3).

Graphique 13
Les opinions des ménages sur leur situation personnelle, passée et à venir : l'indicateur résumé frôle la « zone rouge »⁷



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

⁷ L'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des deux indicateurs suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) ; perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives). La série proposée ici est la série brute, non désaisonnalisée. P = enquête de Printemps (Juin), D = enquête de début d'année.

L'opinion se fragmente donc clairement en deux groupes distincts, l'un où le moral économique individuel est encore d'un bon niveau et un autre, manifestement déjà entré dans une sensible morosité. A vrai dire, une seule chose les réunit : tous sont de plus en plus convaincus que le niveau de vie de **l'ensemble des Français** est en train de se dégrader.

C'est donc toujours **l'écart entre jugements individuels et perceptions collectives** qui caractérise le climat de ce début 2003 : certes, certains s'inquiètent, et de plus en plus, de l'évolution de leur propre niveau de vie ; **mais la plupart des Français se font beaucoup plus de soucis pour les perspectives sociétales que pour leur situation personnelle.**

De fait, le **décalage** existant entre les opinions sur les conditions de vie individuelles et les appréciations sur celles de l'ensemble des Français ne s'est pas réduit cette année. Il ne s'est pas amplifié non plus, ce qui est plutôt une bonne nouvelle (Graphique 14). Il faut en effet rappeler que c'est cet écart que nous avons mis en évidence ces dernières années pour expliquer les évolutions de la consommation. Répétons-le :

- Quand le décalage est **fort** (autour de 30 points), il a pour effet d'inciter à la prudence et à **ralentir** la consommation de ceux qui ont l'impression de mieux s'en sortir que les autres (*« ma situation est peut-être meilleure que celle des autres, mais la leur est tellement mauvaise que ma bonne fortune personnelle ne saurait durer. Epargnons donc »*).
- Quand il est **faible**, il contribue, au contraire, à **redynamiser** ceux qui pensent tirer leur épingle du jeu (*« ma situation est meilleure que celle des autres – qui est en train de s'améliorer –, profitons-en pour faire les investissements dont j'ai besoin »*).

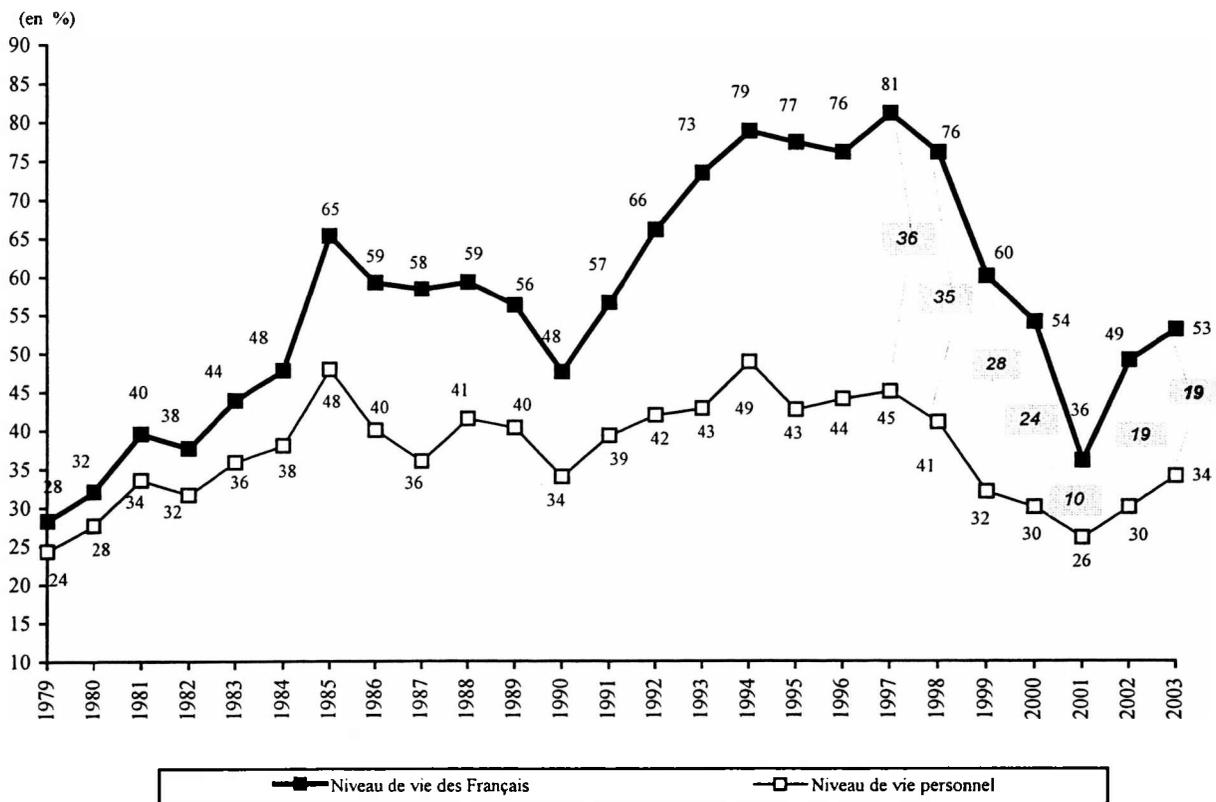
L'écart de 19 points de cette année est donc loin d'atteindre le « seuil fatidique » des 30 points. Il montre qu'en matière de consommation, rien n'est encore totalement joué.

Mais une question nous tenaille : comment ne pas imaginer que les catégories qui considèrent aujourd'hui mieux s'en sortir que les autres ne seront pas prochainement ébranlés par les évolutions négatives qui concernent les autres groupes de la population ? Car **la fragmentation sociale** évoquée précédemment est précisément un

des éléments qui contribue le plus, quand elle s'aggrave, à l'accroissement du décalage entre les deux courbes.

Graphique 14
Le décalage « perceptions individuelles - perceptions collectives » va-t-il repartir à la hausse ?

- Opinions sur l'évolution du niveau de vie, collectif ou personnel :
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien depuis dix ans -



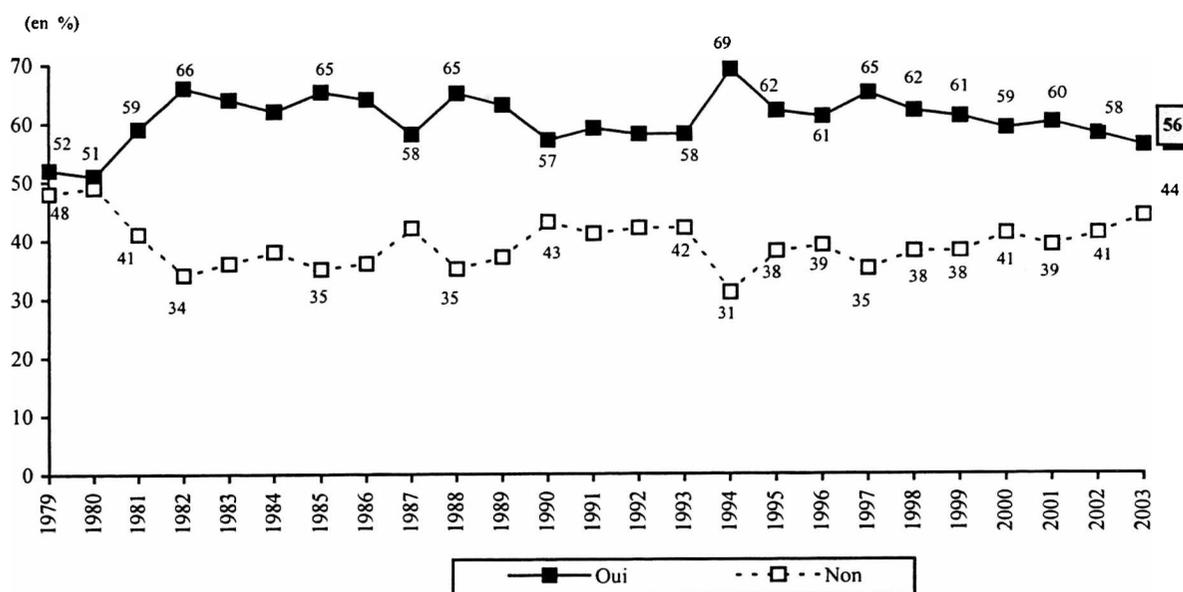
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Cette hypothèse de tassement possible – et prochain – de la consommation se retrouve d'ailleurs dans deux autres indicateurs :

- D'abord, on observe, dans les déclarations de **restrictions ressenties**, une nouvelle inflexion à la baisse, signe **d'une réduction de l'appétence à la consommation** : 56% de la population déclarent en effet se restreindre régulièrement sur certains postes de leur budget, contre 58% l'an dernier et 60% il y a deux ans.

Certes, le recul est faible, mais en douze mois, il a affecté pratiquement toutes les catégories sociales. Et ce taux moyen, étrangement, n'a jamais été aussi bas depuis plus de vingt ans (Graphique 15). D'ailleurs, déclarer s'imposer moins de restrictions, alors même qu'on a le sentiment que ses revenus se dégradent, n'est-il pas le signe d'un début de ralentissement de la demande ?

Graphique 15
Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?



CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

- D'autre part, le nombre d'enquêtés estimant que la période est **défavorable** pour faire des achats importants est toujours supérieure de 4 points, comme l'an dernier, au nombre de ceux qui jugent la période propice. Là aussi, le constat est le même : rien n'est totalement joué ; les opinions ne se sont pas effondrées ; **mais les signes négatifs sont aujourd'hui plus nombreux que les indices d'éventuel redressement.**

5. Les Français n'ont pas levé leurs interrogations sur les effets déresponsabilisants des aides sociales

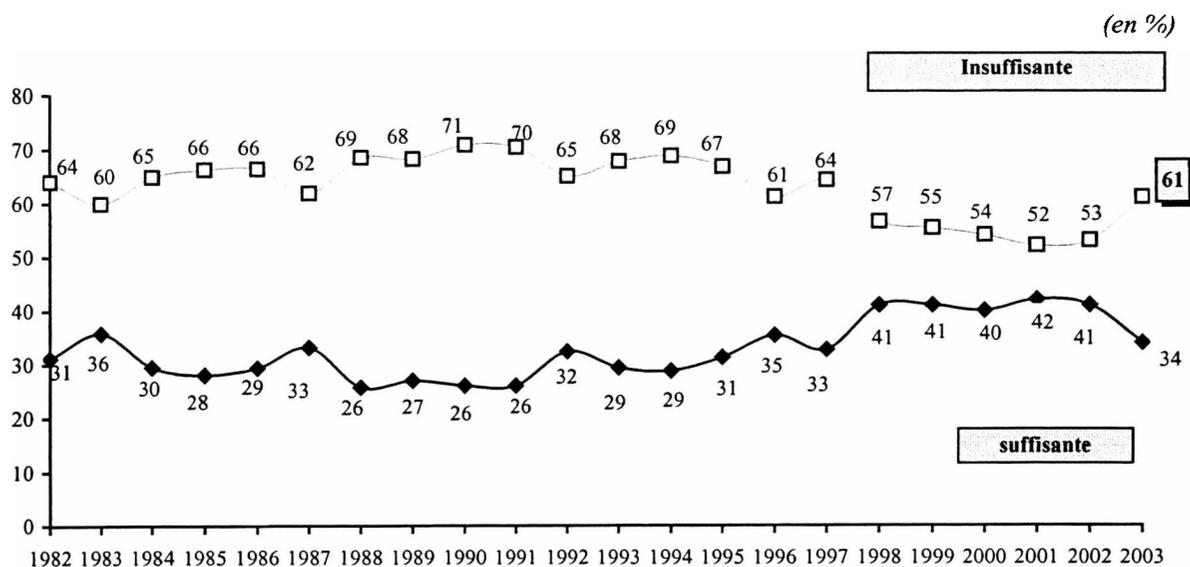
Pourquoi, se demanderont peut-être quelques lecteurs fidèles, revenir sur ce sujet puisque les considérations que l'on peut mettre en évidence ici ne sont guère nouvelles ? Mais peut-on vraiment, à quelques mois de réformes probables de l'assurance vieillesse, voire de l'assurance maladie ou de l'assurance chômage, faire l'impasse sur un tel thème ? L'an dernier, nous nous interroignons : « *ce phénomène, écrivions-nous, serait-il devenu progressivement, presque insensiblement, c'est-à-dire sans qu'on n'y prête vraiment attention, une caractéristique lourde de la société française ?* ».

Les résultats de cette année semblent apporter une réponse à cette question : les Français ne paraissent, pour l'heure, aucunement prêts à revenir sur leurs attitudes de rigueur, **sur leur appel à une plus grande responsabilisation à l'égard des modalités de distribution des aides sociales.**

Ce phénomène, apparu dès 1996-1997, avait en fait culminé ces dernières années, avec le retour d'une conjoncture économique particulièrement favorable. Mais la nouvelle montée, exceptionnelle, des inquiétudes de ce début 2003, l'accroissement des jugements fatalistes sur l'évolution du chômage, la résurgence d'un certain pessimisme sociétal, auraient pu laisser penser que ces attitudes s'atténueraient. De même, le recul des exigences de transformations radicales de la société, la « **pacification** » de l'**opinion** en quelque sorte, aurait pu précisément infléchir la tendance. Ce n'est pas le cas.

Certes, on voit émerger cette année, avec la dégradation du climat, une plus grande demande, **une plus forte appétence à l'égard des aides sociales.** Un seul exemple : le pourcentage d'individus considérant que **les prestations versées aux familles sont « globalement insuffisantes », a gagné d'un coup 8 points, à 61%.** Ce taux n'avait précisément pas été aussi élevé depuis 1997 (Graphique 16). Et cette progression s'est faite, avec une certaine régularité, dans **tous** les groupes sociaux.

Graphique 16
Les familles qui ont des enfants touchent des prestations (les prestations familiales), destinées à les aider. Pensez-vous que cette aide est globalement ...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

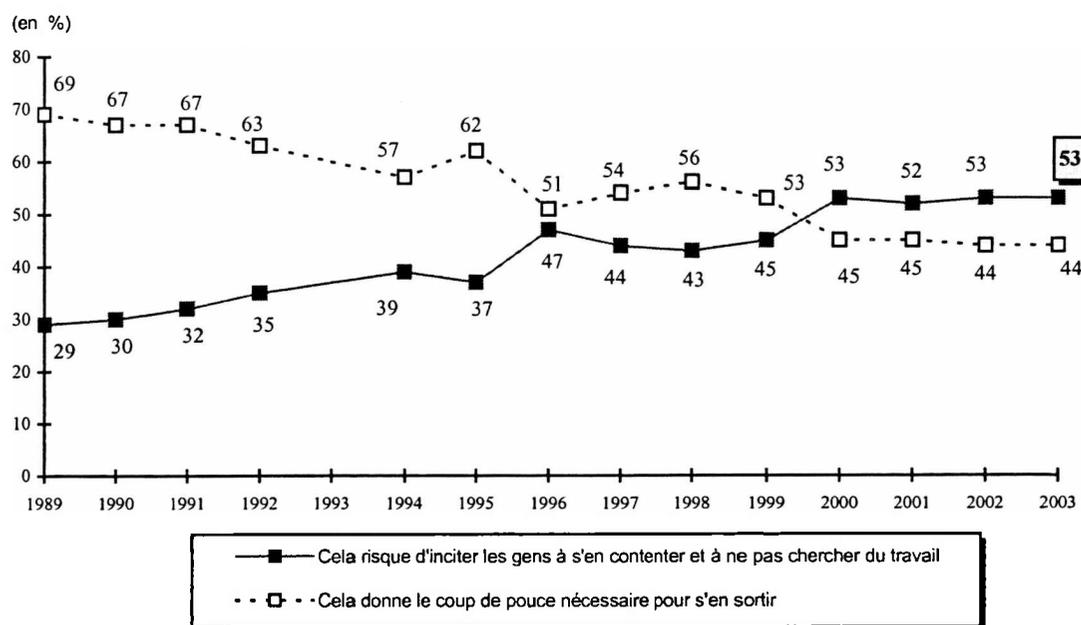
Mais force est de constater que ce regain à l'égard du **montant** des allocations n'a pas sensiblement modifié les jugements sur les risques d'**effets désincitatifs** de la protection sociale, c'est-à-dire n'a pas fait reculer les critiques sur **la façon de verser les aides** et sur le **contrôle** de leur attribution.

Quel exemple plus significatif de ce mouvement de « **durcissement** » de la population que les opinions affichées sur le Revenu Minimum d'Insertion ? Les attitudes sur ce sujet ont en effet « basculé » au début 2000 et depuis n'ont guère varié : 53% des Français considèrent que le RMI risque d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter et à ne pas chercher de travail (Graphique 17).

La « **courbe de la responsabilisation** » reste donc, depuis maintenant quatre ans, **nettement au-dessus de celle « de la compassion »**⁸. La situation avait été totalement inversée jusqu'en 1995, avec un écart alors de 25 à 40 points !

⁸ Voir J. Damon et G. Hatchuel : « *Fatigue de la compassion et contestation suspicieuse* », Informations Sociales, n° 98, 2002, CNAF.

Graphique 17
Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Les attitudes sur le RMI ne se sont donc globalement pas infléchies d'une année sur l'autre. Il n'apparaît pas non plus de profondes évolutions catégorielles : on note même plutôt **un mouvement de resserrement des écarts**. Les groupes les plus en retrait il y a douze mois commencent à rejoindre l'opinion moyenne (Tableau 9), signe de la convergence des jugements.

Une seule et unique exception : les titulaires des plus bas revenus sont un peu moins nombreux (- 6 points cette année) à mettre en avant les effets désincitatifs du RMI.

Il reste que dans la grande majorité des cas, **l'opinion voit toujours, dans cette prestation, plus de risques que de bienfaits**.

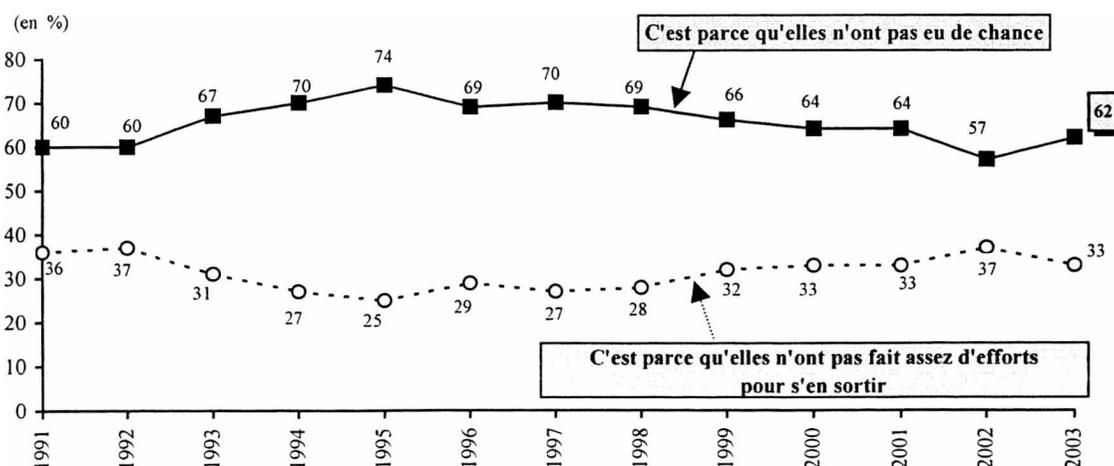
Tableau 9
Le pourcentage d'individus considérant que « le RMI risque d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail »

	(en %)		
	Début 2002	Début 2003	Evolution 2002-2003
Groupes dont le pourcentage était le plus élevé l'an dernier			
. A 65 ans et plus	62	59	- 3
. Travailleur indépendant	62	64	+ 2
. Réside dans une commune de moins de 2 000 habitants	60	57	- 3
. Ne dispose d'aucun diplôme	57	58	+ 1
Ensemble de la population	53	53	=
Groupes dont le pourcentage était le plus faible l'an dernier			
. Réside à Paris et dans l'agglomération parisienne	40	50	+ 10
. Chômeur	44	48	+ 4
. Diplômé du supérieur	44	46	+ 2
. Cadre (moyen ou supérieur)	47	48	+ 1
. Dispose, dans son foyer, de moins de 915 Euros/mois (6 000 F)	49	43	- 6

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Cela ne signifie pas, pour autant, que les Français n'ont plus le désir d'aider les groupes dans le besoin : **les interrogations sur le RMI ne correspondent nullement à une remise en cause de la solidarité envers les plus démunis**. 62% de la population (+ 5 points cette année) considèrent en effet que les personnes en situation de pauvreté le sont, non parce qu'elles n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir, mais **parce qu'elles n'ont pas eu de chance** (Graphique 18).

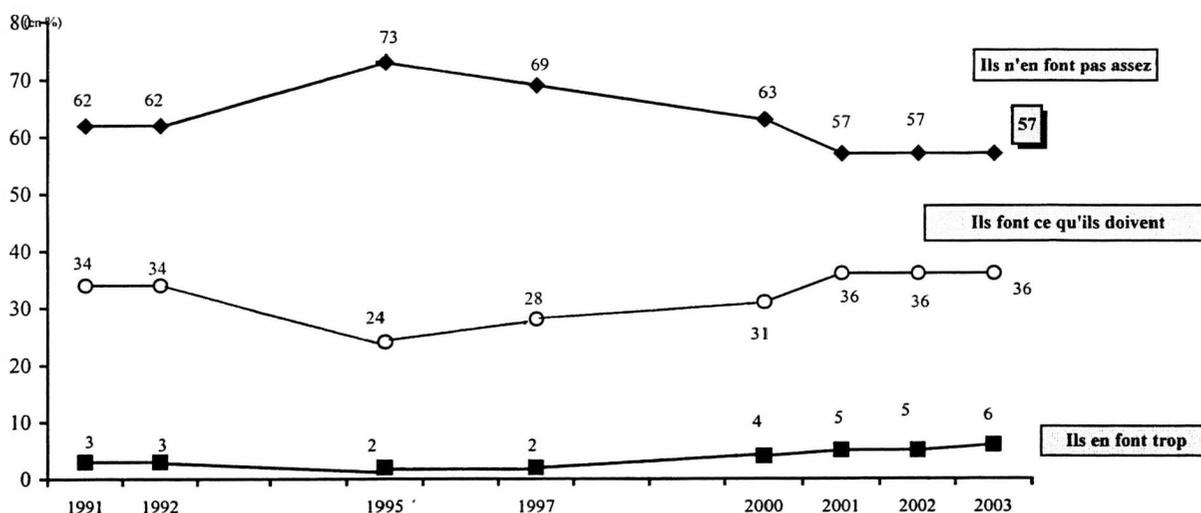
Graphique 18
Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

De même, 57% des Français estiment toujours que les pouvoirs publics n'en font « pas assez » pour les plus défavorisés (Graphique 19). **La nécessité des actions envers les populations pauvres n'est donc aucunement contestée.**

Graphique 19
Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

A quoi correspondent, dans ces conditions, les réserves émises par les enquêtés ? Ces doutes font tout simplement **écho aux risques suscités par les prestations sociales en matière de désincitation au travail**. Une bonne partie de l'opinion craint en effet que certaines aides n'incitent les bénéficiaires à ne plus faire l'effort de rechercher un emploi. D'où un regard plus attentif sur **les modalités de distribution** des prestations et sur leurs risques d'impacts négatifs. Et cette « vigilance » ne recule pas depuis au moins quatre ans :

- D'un côté, sur toutes les questions laissant supposer que les aides sociales pourraient **gêner la reprise d'une activité professionnelle**, les jugements de la population, à vrai dire relativement consensuels, traduisent une profonde préoccupation (Tableau 10) : 78% des enquêtés (chiffre quasiment égal depuis le début 2000) estiment que les *minima* sociaux concurrencent les emplois les moins rémunérés. Un grand nombre (69%, chiffre en léger recul cette année) pensent également que si la

plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi.

De fait, 41% des enquêtés – contre 24% en 1995 ! – considèrent que **tous les chômeurs ne doivent pas être indemnisés**. Le taux va même jusqu'à atteindre les 49% chez les jeunes ou les titulaires de revenus élevés, les 44% chez les ouvriers, comme chez l'ensemble des actifs.

Tableau 10
Le « durcissement » des attitudes concerne toujours le risque de « désincitation » au travail

	<i>(en %)</i>					
	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001	Début 2002	Début 2003
Pense que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi .	57	63	68	70	73	69
Estime personnellement que tous les chômeurs ne doivent pas être indemnisés ⁹	28	32	36	38	42	41
Est d'accord avec l'idée qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire	Non posé	71	77	76	79	78

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

- D'autre part, **la volonté affichée de mieux contrôler l'utilisation des aides versées**, afin qu'elles ne génèrent précisément pas d'effets pervers, se maintient avec quasiment la même constance en ce qui concerne les prestations familiales : 63% des enquêtés estiment préférable, pour mieux aider les familles, **de leur fournir surtout des aides en nature, sous forme d'équipements et de services** (Graphique 20), plutôt que des versements en espèces.

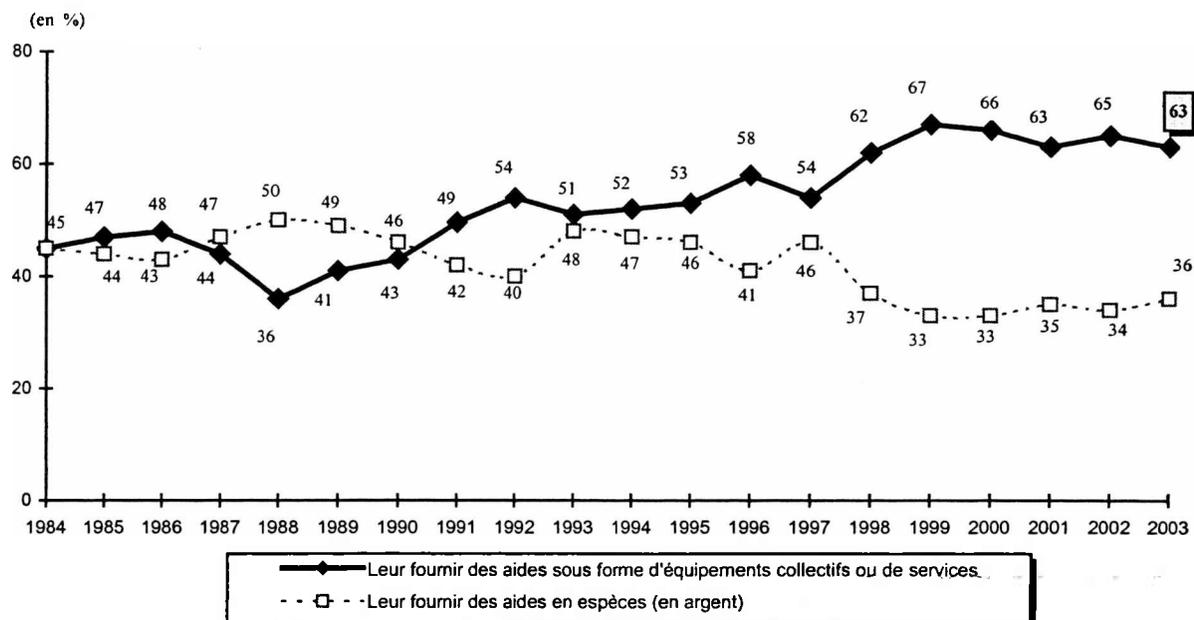
Certes, cette préférence a légèrement reculé cette année, mais de seulement deux points. Deux points de plus pour les aides en espèces (à 36%), alors qu'on l'a vu, les jugements sur **l'insuffisance** des prestations ont gagné 8 points (à 61%) ! C'est dire que les interrogations actuelles portent bien sur **les modalités de distribution** des aides : opter pour des versements en nature ne répond-il pas en priorité au souci de **mieux orienter et « contrôler »** l'utilisation des prestations versées ?

⁹ Le taux était de 24 % au début 1995.

D'ailleurs, cette année encore, 74% de la population considèrent que les CAF ne contrôlent pas assez les situations individuelles des allocataires.

Graphique 20
Des aides en nature avant tout

Entre les deux solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour mieux aider les familles ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

En tout état de cause, le pourcentage des partisans d'aides en nature n'apparaît jamais, cette année, inférieur – et dans aucune catégorie – à 55% (cas des femmes au foyer et des ouvriers). Il va même jusqu'à atteindre les 68% chez les cadres moyens, les 73% chez les titulaires de hauts revenus et les 70% chez les diplômés du supérieur.

Ainsi, les interrogations des Français en matière de protection sociale – interrogations qui, encore une fois, ne portent pas sur l'opportunité du soutien aux plus démunis, mais sur l'efficacité de ce soutien – continuent de traverser l'ensemble du corps social. Ce maintien, pour ne pas dire cette constance, alors même que se diffuse la conviction que le chômage va augmenter, sont sûrement révélateurs d'une préoccupation profonde, et certainement nouvelle par rapport aux années 90 : celle qu'en matière sociale, il faut davantage responsabiliser les acteurs et, au premier chef, les bénéficiaires des politiques menées.

En guise de conclusion

Exacerbation des inquiétudes, tirées à la hausse par la peur de la guerre, pronostics de plus en plus sombres sur la montée du chômage, pessimisme croissant à l'égard du niveau de vie de l'ensemble des Français, recul des espoirs sur l'amélioration des conditions de vie personnelles ... **Mises bout à bout**, les inflexions de l'opinion en ce début 2003 contribuent à lever les derniers doutes, à atténuer les hésitations.

Combien de fois en effet, dans cette note, n'avons-nous pas écrit, comme pour mieux nous en convaincre, que dans les jugements du grand public, « tout n'est pas noir », que « rien n'est vraiment joué » ou que « le moral ne s'est pas effondré » ?

Mais les quelques incertitudes qui auraient pu laisser l'observateur se complaire dans l'aveu prudent d'une certaine perplexité ne pèsent finalement guère face à **l'accumulation** des indices : **sans bruit, sans craquement**, le corps social semble être en train de perdre, peut-être sans s'en rendre compte tout à fait, peut-être même sans vouloir se l'avouer, quelques-unes des **dernières illusions** qu'il avait gardées d'une période pas si lointaine où la conjoncture économique était finalement florissante.

On pourrait presque dire que l'accalmie que l'on observe cette année dans la volonté revendicative des Français correspond en quelque sorte à une certaine **déception embarrassée** ; elle fait écho à cette **désillusion douce** que nous évoquions dès l'entrée et correspond, comme il y a quelques années, à une sorte de « **repli désenchanté** », à un début de prise de distance, révélatrice de l'émergence d'une conviction encore floue mais déjà désabusée : celle que les choses ne vont pas vraiment s'améliorer... Car – pourquoi ne pas l'écrire ? – **les signes d'une probable détérioration sont aujourd'hui bien plus nombreux que les indices qui pourraient nous laisser croire à un redémarrage prochain.**

Certes, on peut bien sûr rappeler que certains groupes de la population gardent encore individuellement un moral très satisfaisant. On peut aussi observer, comme un signe d'espoir prudent, que certaines inquiétudes ont reculé et que la peur de la guerre ne

saurait trop longtemps durer (après le conflit du Golfe, les esprits se sont finalement calmés plus vite qu'on aurait pu l'imaginer). Enfin, on peut se convaincre que le recul des revendications radicales, la montée du désir de transformations progressives de la société correspondent à la réapparition d'une certaine sagesse populaire, celle qui pourrait permettre au pays de s'engager dans des changements profonds de manière constructive, grâce au dialogue et à la concertation.

Mais, **trois éléments principaux** nous paraissent aujourd'hui **incontournables** :

- **D'abord, les peurs sont toujours présentes, de plus en plus acérées**, et il serait vain de croire que va reculer la prise de conscience collective de la pluralité des risques, très aigus, auxquels nos sociétés seront de plus en plus confrontées. Non, c'est plutôt le sentiment actuel que les gouvernements seraient **impuissants** à combattre ces risques qu'il est nécessaire de contrecarrer pour rassurer l'opinion. Les pouvoirs publics doivent donc agir sur ce plan. De ce point de vue, la poursuite de l'effort engagé en matière d'insécurité quotidienne – voire de violence routière – aura valeur de test.
- **Ensuite, le pessimisme sociétal a repris sa progression comme une inexorable fatalité**. Il retrouve même ses liens les plus étroits avec la courbe du chômage. Le retour de la confiance va donc dépendre de plus en plus **intimement** des efforts déployés en matière de lutte contre le chômage et de leur réussite.
- **Enfin, la fragmentation des espoirs individuels mérite une attention toute particulière**. Les fractures du corps social peuvent être motrices dans un éventuel redémarrage ; elles peuvent aussi, au contraire, accélérer le désarroi de certaines franges de l'opinion si elles sont trop profondes. Or, elles se sont sérieusement accrues cette année.

En un mot, tous ces éléments rassemblés, force est de considérer que l'opinion, malgré ses balancements intermittents, n'attend quasiment plus les signes qui la feront « pencher » d'un côté ou de l'autre : dépitée, elle penche déjà...

L'an dernier, dans le climat exacerbé du contexte préélectoral, nous écrivions : « *L'inaction a peut-être pu parfois être un élément moteur de la recomposition d'un nouvel équilibre. Mais cette fois, la demande, profonde, est celle d'une intervention volontariste de l'Etat* ». **Cette attente de volontarisme est toujours d'actualité.** La pacification de l'opinion ne vaut rien si elle ne s'accompagne pas de nouveaux projets collectifs et de l'affichage d'une ardente détermination, d'une volonté **visible**, patente, d'agir pour redresser les choses. A vrai dire, seul un tel sursaut pourrait permettre de ralentir, voire de contrecarrer la dégradation, maintenant largement amorcée, du moral des ménages.

* * *

*

**Une visualisation de l'état de l'opinion
au début 2003**

Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2003

Réalisée depuis vingt-cinq ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables ont déjà été, à plusieurs reprises, sélectionnées pour définir ce que l'on peut appeler « **l'espace général des opinions des Français** »¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'espace général des opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

- * La trajectoire suivie dans cet espace par **l'ensemble** de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2003.
- * La façon dont les différents **groupes socio-démographiques** se situent dans cet espace à chaque période d'enquêtes, notamment en janvier 2003.

Cette visualisation met en évidence un double constat :

- **Le début 2003 se caractérise par la poursuite du mouvement d'insatisfaction engagé depuis deux ans.** Heureusement, le point 2003 figure encore, dans « l'Espace des Opinions », du côté du « contentement ».

¹ Voir notamment les notes de conjoncture des cinq dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 72 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir « *L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, Octobre 1998.

On aurait pu s'attendre, compte tenu des éléments avancés dans la première partie, à une progression plus forte de l'insatisfaction globale. Mais le point 2003, point « moyen », est la résultante **d'inflexions contradictoires** : la montée du pessimisme sur le niveau de vie collectif et la détérioration globale des jugements sur les conditions de vie personnelles ont été **compensées** par le recul de la demande de réformes radicales comme par le coup d'arrêt porté aux appréciations négatives sur le fonctionnement de la justice... Il faut également rappeler que l'indicateur d'inquiétudes n'entre pas historiquement dans les variables retenues pour élaborer l'Espace des Opinions¹.

Mais le signe le plus net de **ce côtoiement d'inflexions contradictoires** réside dans **la fragmentation** qui apparaît entre les différentes catégories socio-démographiques : certains groupes, déjà passés dans la zone de l'insatisfaction, s'y « enfoncent » davantage (bas revenus, non-diplômés, ouvriers, 35-49 ans) tandis que quelques-uns les y rejoignent (employés, revenus moyens, habitants de grandes métropoles régionales). De l'autre côté, certaines catégories restent dans la zone de satisfaction (moins de 25 ans, cadres, diplômés ...), quelques-unes évoluant même à contre-courant, c'est-à-dire vers plus de contentement (50-64 ans, travailleurs indépendants, revenus élevés, Franciliens, fonctionnaires).

En ce début 2003, parler **du moral des ménages**, au sens large, n'a donc pas grand sens ; **il faudrait parler plutôt des conceptions différentes que chaque grande catégorie a de l'évolution de la société française et de sa propre situation.**

- D'autre part, le « **modernisme** » des Français semble **globalement reculer** ; mais ce mouvement ne traduit un recul significatif de la « modernité » que dans cinq groupes : les femmes au foyer, les travailleurs indépendants, les cadres, les revenus moyens et les habitants des grosses agglomérations régionales. En fait, les variations intervenues sur cette dimension sont souvent moins intenses que celles apparues sur l'axe de satisfaction / insatisfaction.

¹ Les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2003)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »².

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (Graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (Graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

A l'opposé (à droite du Graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

² Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 50 000 individus (vingt-cinq vagues d'enquêtes).

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

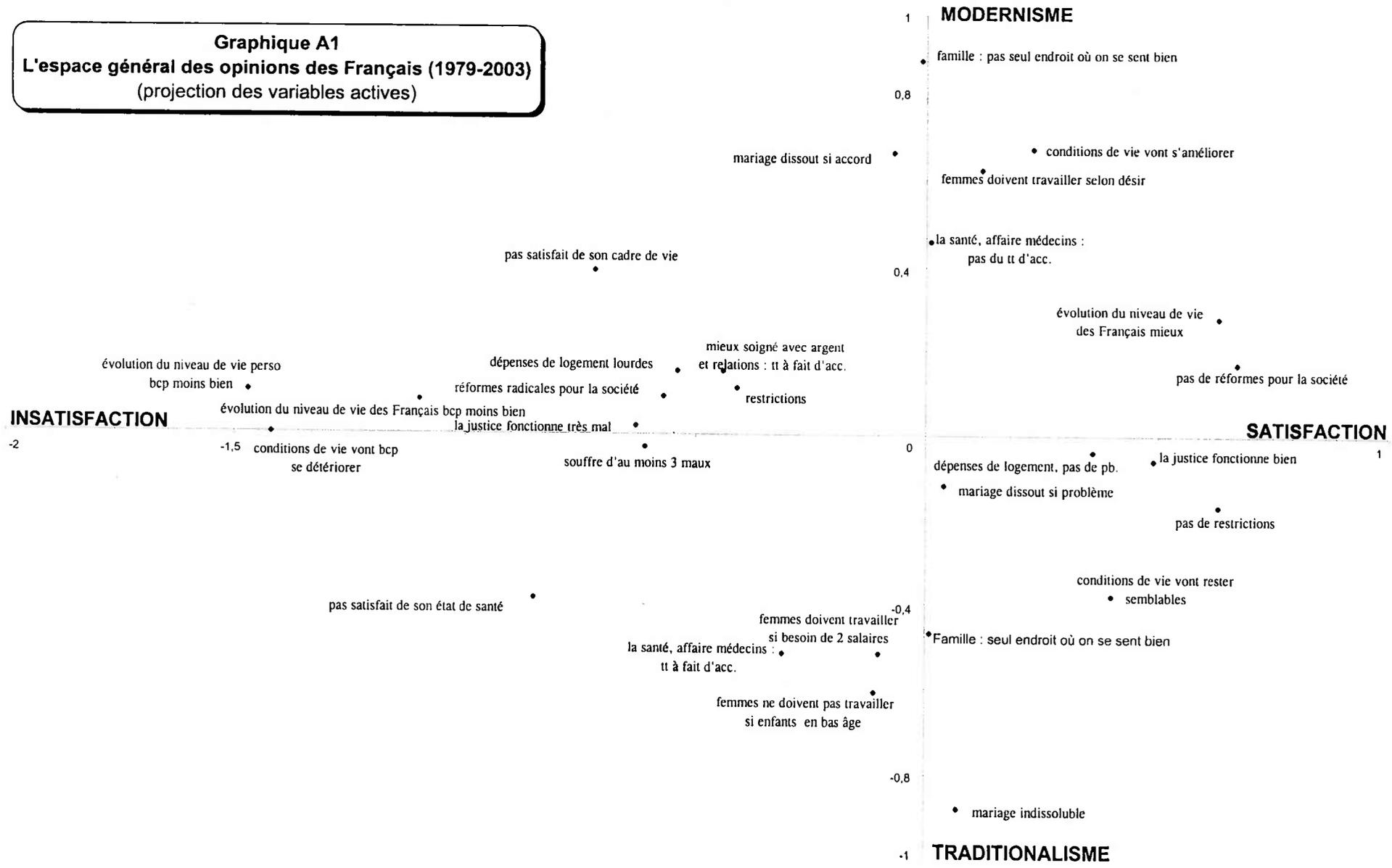
Le **deuxième axe**, dont le contenu se résumait, jusqu'à ces dernières années, à l'opposition « modernisme-traditionalisme » en matière de mœurs, se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se projettent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient pouvoir travailler quand elles le désirent.

Mais on observe également que figurent ici les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie prochaines : cette variable, représentative d'une confiance certaine envers l'avenir, **exerce davantage d'influence depuis quatre ans. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc d'une confiance plus accentuée envers le futur, d'une foi en l'avenir.** C'est aussi pour cela qu'il apparaît cette année un recul global de la « modernité » : la confiance en l'avenir s'est amoindrie.

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les « traditionalistes », qui estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille n'arrive pas à vivre avec un seul salaire.

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-2003)
 (projection des variables actives)



2. L'évolution, sur vingt-cinq ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 2003

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, **de nombreux revirements et inflexions**. Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 2003), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par un **plus grand modernisme**.

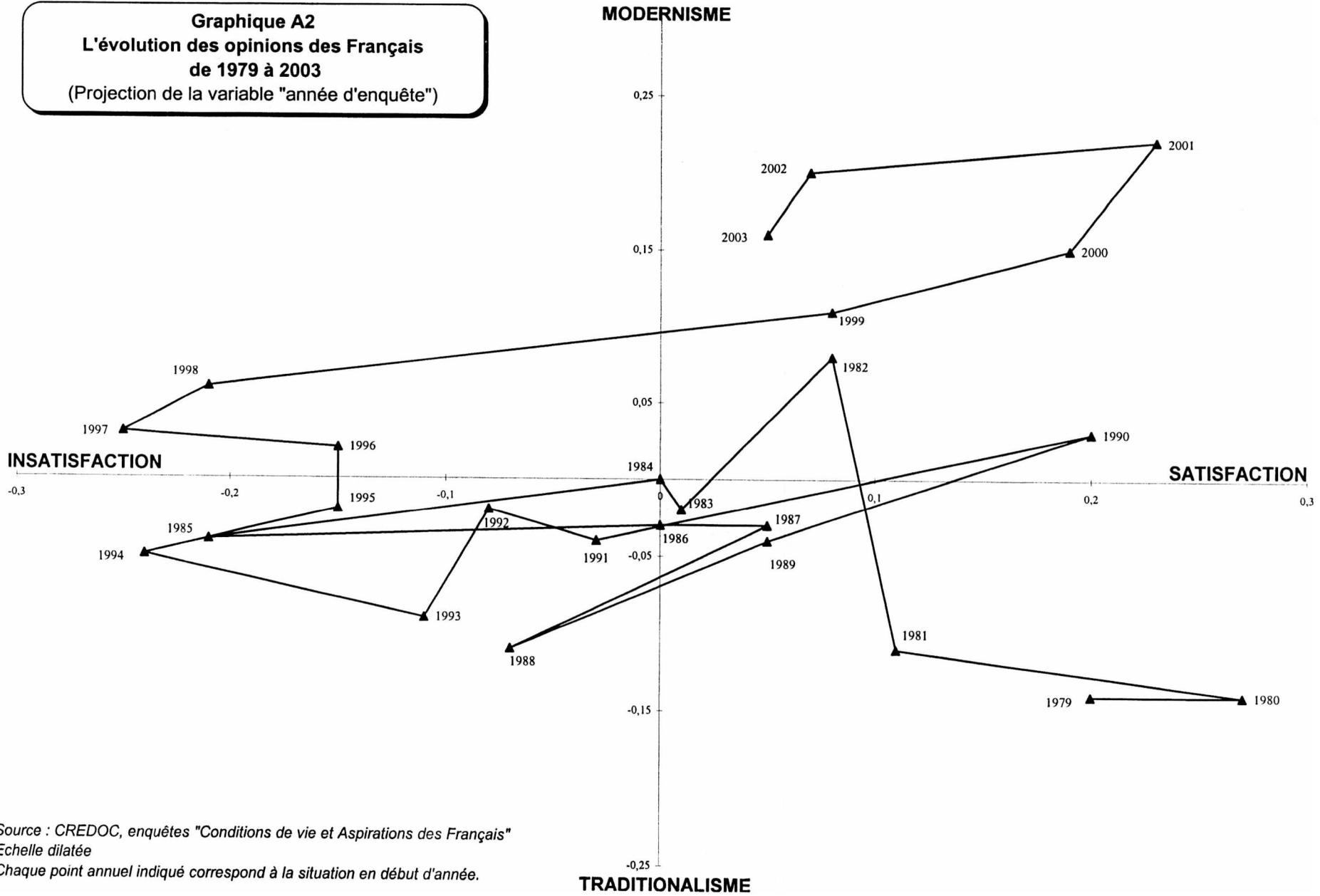
L'an dernier, nous avons repéré **neuf grandes phases** sur l'ensemble de la période³. Peut-être peut-on se contenter de porter notre attention, cette année, sur les deux dernières grandes étapes :

- **De 1998 à 2001**, la diminution considérable du mal-être des Français les a conduits à traverser de part en part l'Espace des Opinions ; au début 2001, ils étaient revenus dans la partie Nord de la zone du **contentement**, celle qui est teintée d'un fort modernisme.
- **Depuis 2001**, nous sommes entrés dans une nouvelle phase, caractérisée par **une progression certaine de l'insatisfaction**. Le point 2003 n'est cependant pas trop éloigné du point précédent et, surtout, **la « frontière » qui sépare le contentement de l'insatisfaction n'a pas été franchie**. C'est essentiellement le recul intervenu cette année dans le radicalisme – exacerbé l'an dernier –, qui a ralenti la marche vers le mécontentement. Le point 2003 est cependant un point « moyen », qui, cette année, masque de profondes inégalités de jugements.

Le recul intervenu dans le degré de modernité n'a pas, quant à lui, touché avec systématisme tous les groupes sociaux. En fait, ce recul provient davantage **de la baisse de confiance en l'avenir** que d'un vrai reflux du modernisme en matière de mœurs.

³ Voir la note de conjoncture de l'an dernier.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français
de 1979 à 2003
 (Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Echelle dilatée
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population depuis 1979, on peut visualiser celle de **chacune des principales catégories socio-démographiques** sur les vingt-cinq dernières années.

Six critères seront présentés, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles intervenues cette année : ils concernent la Profession-Catégorie-Sociale des enquêtés, leur âge, leur localisation géographique (Paris-province, ruraux-urbains), leurs niveaux de diplômes et de revenus, leur statut professionnel.

Pour ce faire, nous n'avons pas représenté les vingt-cinq positions de chaque groupe social au fil des ans, mais nous avons effectué des regroupements d'années, sauf pour la dernière période, celle qui nous intéresse ici (2001 – 2002 – 2003).

En tout état de cause, contrairement à ce qui s'était passé en 2002, **les évolutions catégorielles n'ont pas toutes suivi la même direction** ; même si globalement on observe plus souvent une montée de l'insatisfaction qu'une poussée de contentement⁴. Mais force est de constater que les deux mouvements coexistent cette année.

A - Les ouvriers s'enfoncent dans l'insatisfaction ; les employés « basculent » ; les indépendants affichent plus de contentement (Graphiques A3 et A3 bis)

L'analyse par Profession-Catégorie Sociale (PCS) met en évidence que les différents groupes se positionnent de manière très distincte dans « l'Espace des Opinions ». Les cadres, puis les employés et les ouvriers sont les plus modernistes. Les travailleurs indépendants ne le sont que très légèrement. Enfin, les femmes au foyer, puis de façon plus accentuée, les retraités, sont plus traditionalistes.

⁴ Rappelons que « l'indicateur d'inquiétudes » n'entre pas dans les variables prises en compte pour construire l'Espace des Opinions : les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

Les évolutions intervenues entre janvier 2002 et le début 2003 appellent **quatre remarques principales** :

- **Les deux groupes qui, l'an dernier, étaient entrés dans la zone d'insatisfaction y sont restés (les ouvriers, les femmes au foyer).**

La progression du mécontentement **des ouvriers** s'est en particulier poursuivie de façon très accélérée. Cette catégorie est même celle dont la situation s'est le plus dégradée cette année. Trois chiffres significatifs, parmi d'autres : 76% des ouvriers (+ 14 points en un an) considèrent que le nombre de chômeurs va augmenter ; 33% estiment que leurs propres conditions de vie vont prochainement se détériorer (+ 15 points en un an) ; 57% sont pessimistes à l'égard du niveau de vie de l'ensemble des Français (+ 6 points en un an).

Si le moral **des femmes au foyer**, quant à lui, ne s'est pas redressé, il ne s'est pas non plus détérioré. Il est vrai que, chez elles, la demande de réformes radicales de la société a faibli (- 6 points en un an) et que la sévérité de leur regard sur le fonctionnement de la justice a commencé à s'atténuer (- 10 points). Par contre, c'est leur modernisme en matière de mœurs qui a reculé : seules 36% d'entre elles (contre 46% en moyenne) admettent l'idée que le mariage puisse être dissout par simple accord des deux parties (- 5 points en un an).

- **Les employés ont « basculé » du côté de l'insatisfaction** : outre que ce groupe est toujours de ceux où les inquiétudes sont le plus affirmées (50% d'inquiets, contre 38% en moyenne), les jugements sur le niveau de vie personnel se sont ici sérieusement gâtés : + 9 points d'appréciations **négatives** sur les conditions de vie **présentes**, + 12 points sur les conditions de vie **à venir**. Remarquons néanmoins que les employés sont encore loin de leur situation « noire » des années 94-98.
- **Les cadres et les retraités ont vu leur situation se dégrader légèrement, mais ils se projettent encore largement du côté de la satisfaction.**

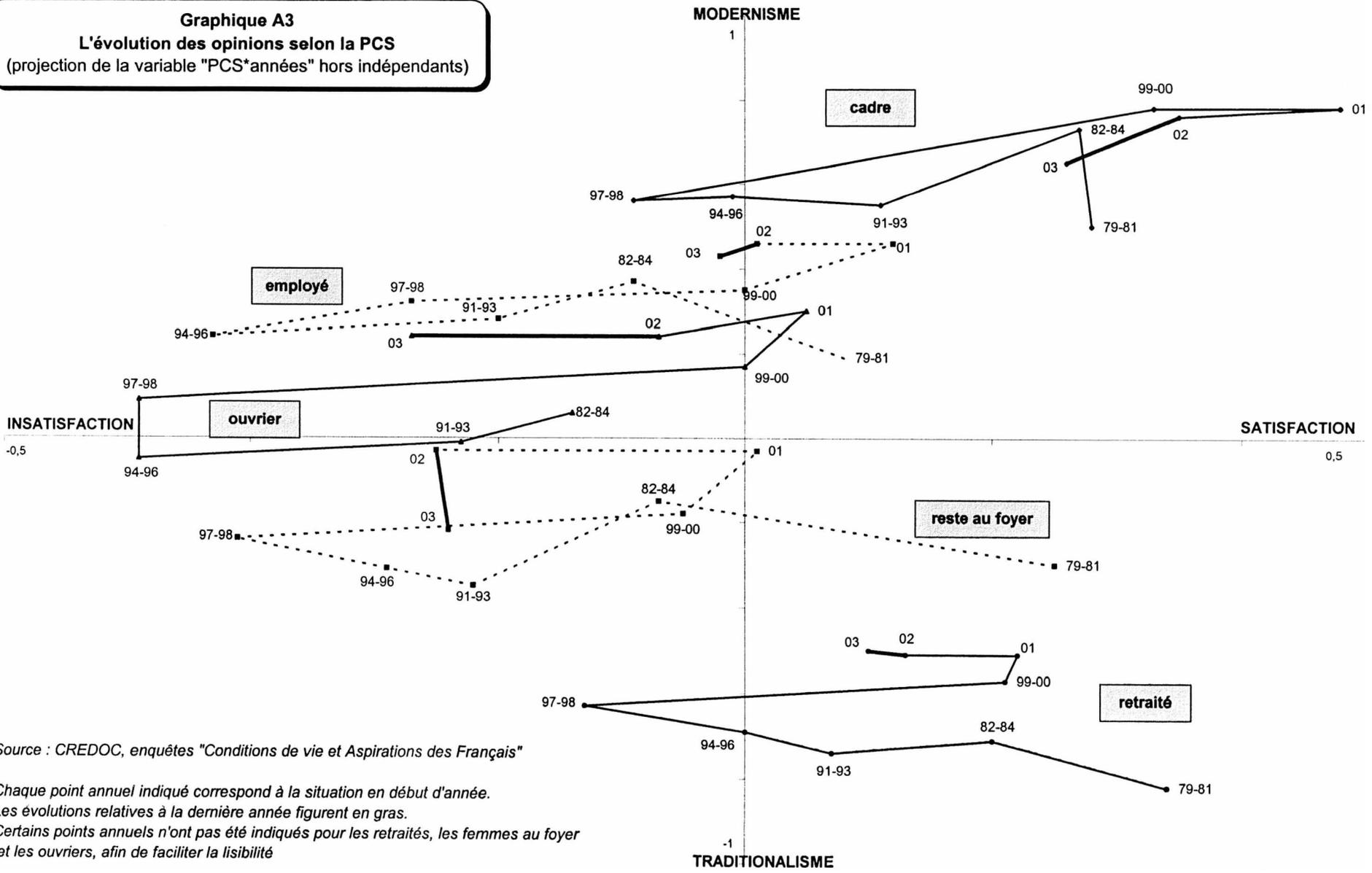
Les **retraités** sont revenus « à la raison » en ce qui concerne les réformes radicales de la société. Les **cadres**, quant à eux, s'inquiètent davantage cette année du niveau de vie des « autres » (52% estiment qu'il se dégrade, + 11 points en un an) ; mais leur optimisme délibéré envers leur propre situation l'emporte largement (seulement 24% estiment qu'elle se détériore, contre 34% en moyenne). Ils ont cependant connu

un recul – tout relatif – de leur modernisme, surtout en matière de famille et de mariage.

- Enfin, les **travailleurs indépendants**⁵ ont également perdu en « modernité », mais ont surtout évolué à contre-courant : **leur degré de satisfaction s'est amélioré depuis l'an dernier** (recul du radicalisme, moindre pessimisme collectif, amélioration des espoirs individuels). Il est vrai que chez eux, avant les élections, tout s'était singulièrement assombri.

⁵ La projection des indépendants dans l'Espace des Opinions figure au graphique A3 bis. Ce choix a été fait uniquement pour améliorer la lisibilité et éviter les chevauchements avec d'autres trajectoires. Précisons que les professions libérales sont classées parmi les cadres, et non avec les travailleurs indépendants.

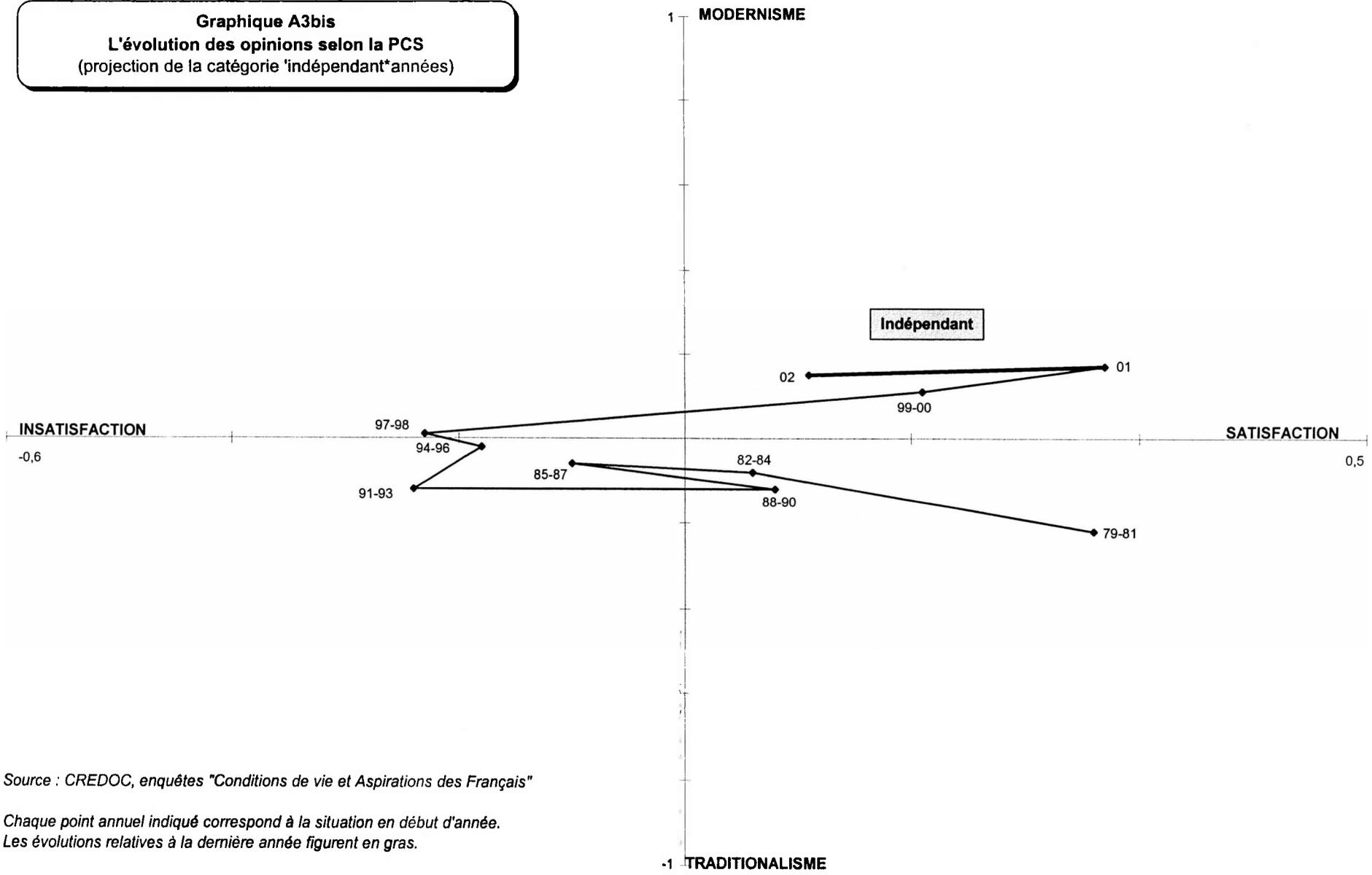
Graphique A3
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la variable "PCS*années" hors indépendants)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
 Certains points annuels n'ont pas été indiqués pour les retraités, les femmes au foyer et les ouvriers, afin de faciliter la lisibilité

Graphique A3bis
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la catégorie 'indépendant*années')



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

B - Les 35-49 ans restent du côté de l'insatisfaction, pendant que les 50-64 ans retrouvent un certain « contentement » (Graphique A4)

D'une manière générale, on observe que les jeunes sont plus modernistes (ils se projettent au Nord de l'Espace) et les personnes de plus de 65 ans, plutôt traditionalistes en matière de mœurs (au Sud).

Autre remarque générale : quel que soit le groupe analysé, les évolutions intervenues de 1979 à 2003 se sont faites nettement plus le long de l'axe horizontal (satisfaction/insatisfaction) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme) : les effets horizontaux sont, en quelque sorte, plus conjoncturels que les effets verticaux, liés à des mouvements plus lourds, générationnels.

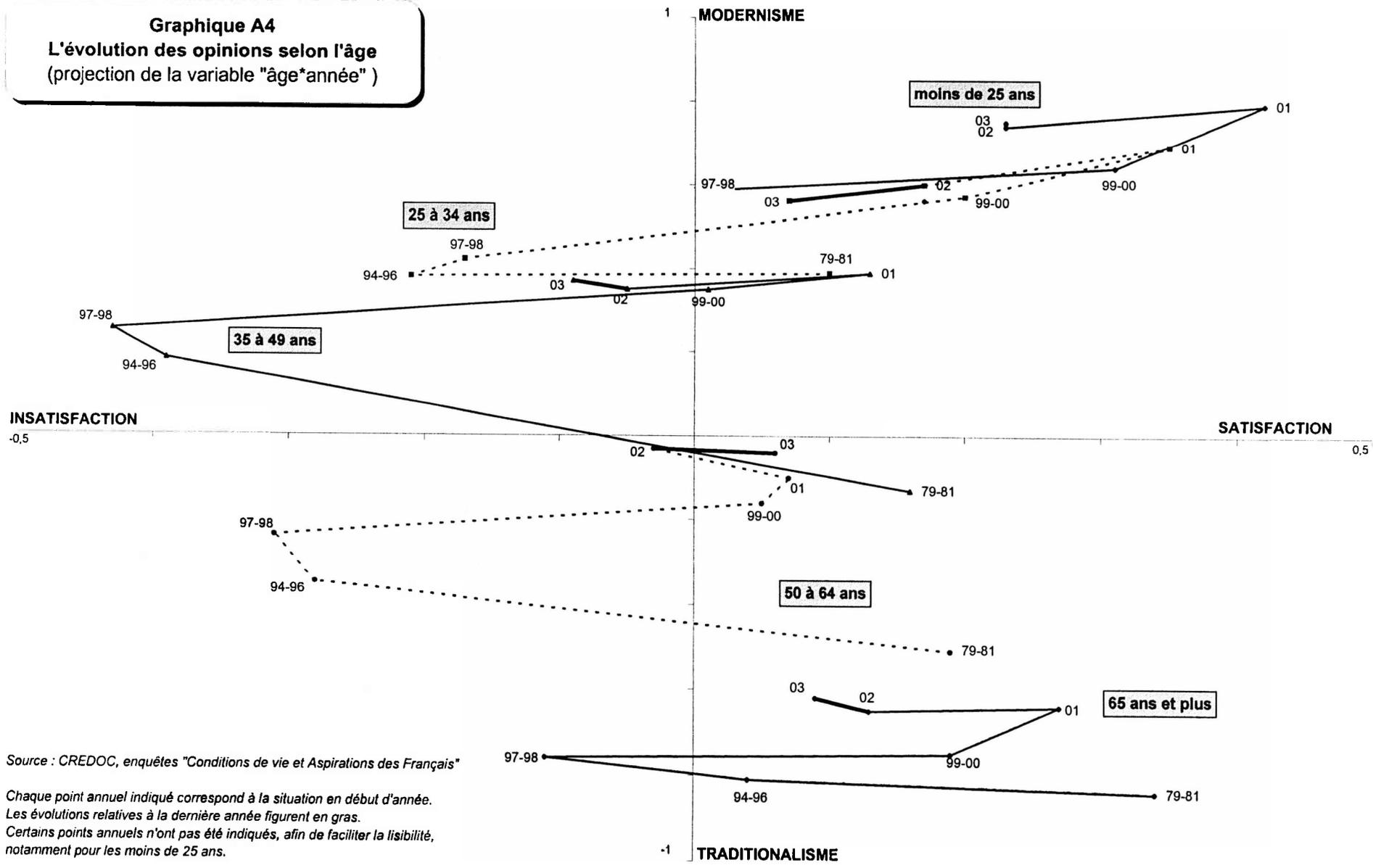
Cela étant, les évolutions **par classe d'âge** ont été, ces douze derniers mois, relativement faibles, sauf pour les quinquagénaires :

- **Les plus insatisfaits sont, de loin, les 35-49 ans** : chez eux, le mouvement vers le mécontentement, relativement accentué l'an dernier, s'est poursuivi, mais heureusement à une allure un peu moins vive. Il est vrai que ce groupe est de ceux qui affichent un fort souci, pour ne pas dire un certain pessimisme, à l'égard du niveau de vie de l'ensemble des Français (58% estiment qu'il se détériore, + 6 points en un an).
- **Les classes d'âge les plus jeunes (moins de 25 ans, 25-34 ans) restent encore, toutes deux, du « bon côté » de l'Espace des Opinions.** Mais la diminution de la satisfaction a été sensible, cette année, chez les 25-34 ans, phénomène qu'on ne retrouve pas chez leurs cadets : chez les moins de 25 ans, l'optimisme face à l'avenir reste entier, même si ceux-ci critiquent fortement le fonctionnement de la justice. Finalement, ces derniers sont restés strictement à la même place dans l'Espace des Opinions.
- **Les plus de 65 ans se projettent également du côté de la satisfaction.** Mais, même s'ils ont sérieusement atténué leurs critiques sociétales (radicalisme en recul, sévérité moindre à l'égard du fonctionnement de la justice), leur satisfaction continue à s'étioler, principalement sous la noirceur du regard qu'ils commencent à porter sur leurs propres revenus : 43% d'entre eux (+ 11 points en un an) estiment que leur niveau de vie **personnel** se dégrade, contre 34% des Français en moyenne.

Heureusement, ils s'imposent moins de restrictions (au moins en déclaration), supportent mieux leurs dépenses de logement (beaucoup sont propriétaires) et critiquent moins leur cadre de vie que l'ensemble des Français.

- Enfin, c'est chez les 50-64 ans que l'évolution a été, cette année, la plus paradoxale : alors que la poussée de fièvre qu'ils avaient connue avant les élections de l'an dernier les avait littéralement projetés dans la zone « rouge » de l'Espace des Opinions, ils repassent en ce début 2003 du bon côté, celui du contentement. Cette évolution à contre-courant repose pour beaucoup sur le fait qu'ils sont un peu moins nombreux que l'an dernier à estimer que leur niveau de vie personnel se détériore (- 1 point, contre + 4 dans l'ensemble de la population). En même temps, leur radicalisme a sérieusement reculé, de 8 points cette année. C'est aussi dans ce groupe qu'on enregistre le plus fort recul de la crainte à l'égard de l'agression dans la rue (- 9 points en un an, contre - 4 en moyenne).

Graphique A4
L'évolution des opinions selon l'âge
 (projection de la variable "âge*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
 Certains points annuels n'ont pas été indiqués, afin de faciliter la lisibilité, notamment pour les moins de 25 ans.

C - Les Franciliens gagnent en contentement. Les habitants des grosses agglomérations régionales basculent du côté de l'insatisfaction (Graphiques A5 et A6)

Alors que l'an dernier, le recul général de la satisfaction avait contribué à effacer les différences d'opinions existant en fonction du **lieu d'habitation**, cette année au contraire, **les évolutions catégorielles divergent** :

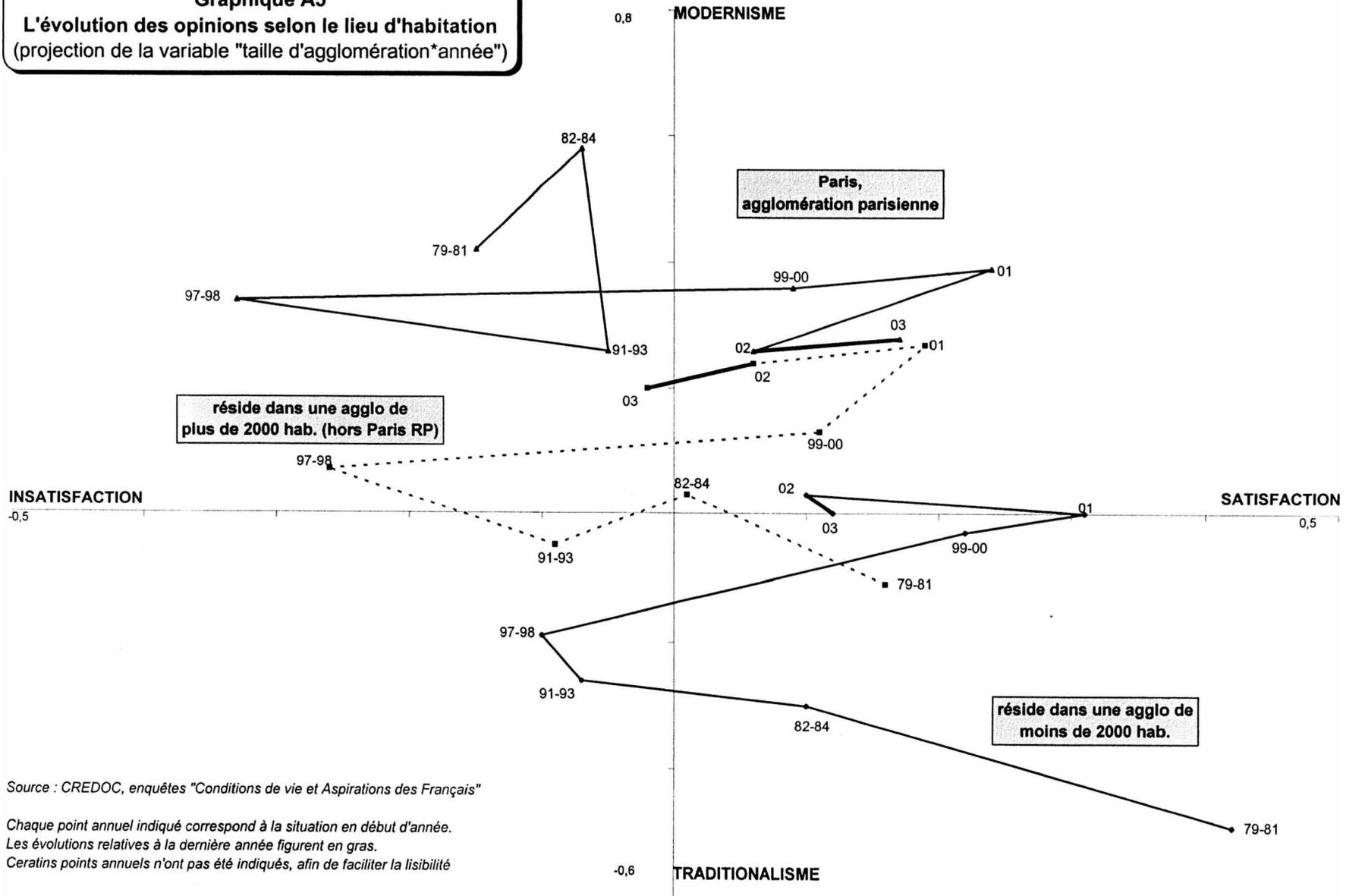
- D'un côté, **les ruraux et surtout les Franciliens** (habitants de Paris et de l'agglomération parisienne) **améliorent leur position**, en progressant vers plus de satisfaction.

Le mouvement opéré par les Franciliens dans l'Espace des Opinions est même relativement fort, eu égard notamment au fait qu'ils ont évolué à **total contre-courant du reste de la population**. Le plus frappant est que ce retour vers plus de satisfaction est aussi bien le fait des Franciliens âgés (plus de 40 ans) que des plus jeunes.

Chez eux, il y a bien eu « un état de grâce » lié au nouveau gouvernement, état de grâce encore présent au début 2003 : non seulement leur radicalisme est particulièrement faible (23% de « radicaux », contre 30% en moyenne), mais ils n'ont cette année aucunement été touchés par la montée du pessimisme collectif : 45% d'entre eux (comme l'an dernier) jugent que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade (53% en moyenne, en croissance cette année). Quant à leur propre niveau de vie, les Franciliens sont paradoxalement moins nombreux que l'an dernier à penser qu'il se détériore (- 5 points, à 26%). Et leur sentiment de restrictions a, en un an, reculé de 14 points (contre - 2 en moyenne) !

- De l'autre côté, **les habitants des agglomérations de province** (et surtout celles de plus de 20 000 habitants) connaissent un net recul de la satisfaction, reflux tel qu'il les a fait globalement franchir la frontière qui sépare le contentement du « mal-être » (Graphique A5).

Graphique A5
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation
 (projection de la variable "taille d'agglomération*année")

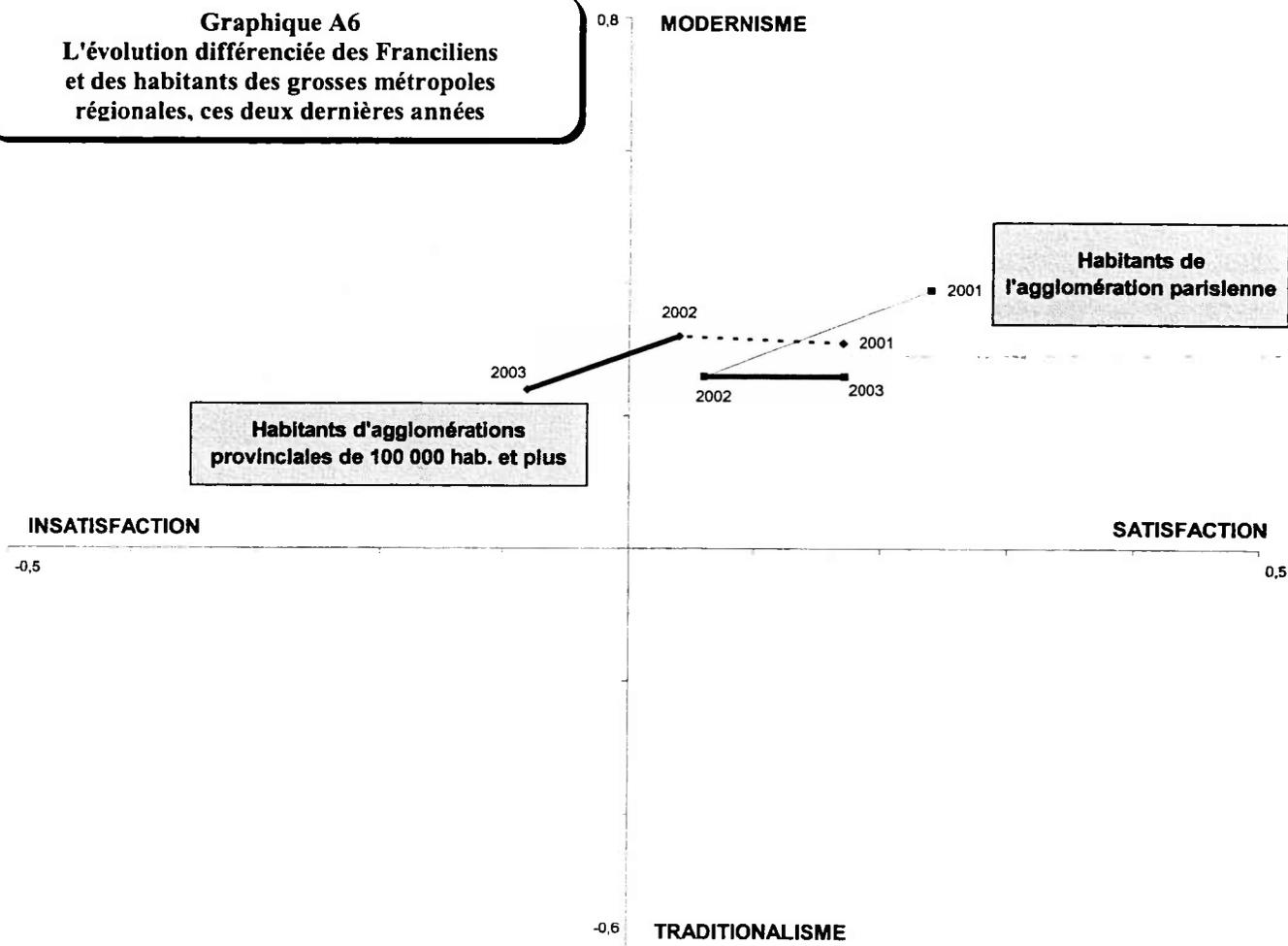


Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
 Certains points annuels n'ont pas été indiqués, afin de faciliter la lisibilité

On remarquera que le basculement vers la zone du mécontentement a surtout affecté **les résidents des agglomérations provinciales de 100 000 habitants et plus.**

On peut ainsi clairement opposer, en ce début 2003, **la situation des Franciliens et celles des habitants des grosses métropoles régionales** (Graphique A6) : ces derniers ont poursuivi sans à-coups leur route vers l'insatisfaction, mouvement engagé depuis 2001 ; les seconds ont « redressé la barre » : ils sont même presque autant satisfaits cette année qu'ils l'étaient il y a deux ans, au début 2001. Voilà bien un des exemples les plus probants des fractures actuelles de l'opinion.

Graphique A6
L'évolution différenciée des Franciliens et des habitants des grosses métropoles régionales, ces deux dernières années



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

D - Les bas revenus, comme les revenus moyens, figurent du côté de l'insatisfaction ; pendant qu'au plus haut de l'échelle, rien n'a vraiment changé (Graphiques A7 et A8).

La **fragmentation** évoquée précédemment réapparaît quand on analyse les catégories situées au plus haut ou au plus bas de l'échelle sociale :

- Dans les **catégories défavorisées** (moins de 915 Euros/mois), il n'y a pas eu, après la croissance « extraordinaire » du mécontentement de l'an dernier, de nouvelle hausse de l'insatisfaction. Mais, cette année, on ne revient aucunement sur cette progression : autant dire qu'elle est confirmée (Graphique A7).

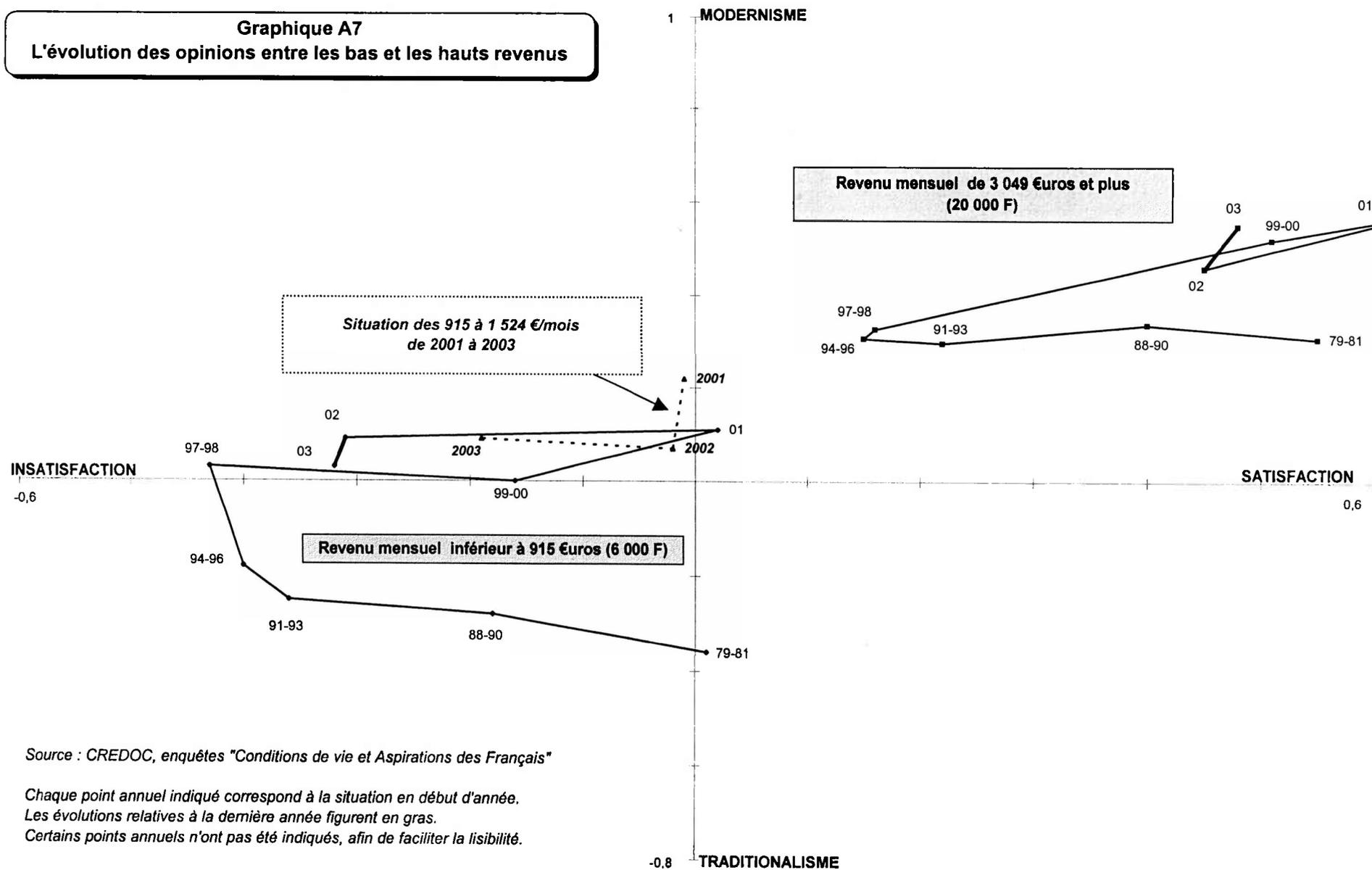
Quant aux titulaires des revenus de 915 à 1 524 Euros par mois (6 000 à 10 000 F), l'« hésitation » dont ils ont fait preuve l'an dernier a disparu : on enregistre une sérieuse croissance de leur « malaise », hausse parmi les plus fortes de ce début 2003 (sur le Graphique A7, seuls les points « 2001 », « 2002 » et « 2003 » ont été indiqués pour cette tranche de revenus).

Plus globalement, l'avancée du mal-être a touché toutes les tranches de revenus inférieurs à 2 286 Euros/mois (15 000 F). **Autrement dit, l'insatisfaction s'est diffusée cette année non seulement au bas de l'échelle, mais aussi dans les catégories aux revenus moyens**, qui se projettent maintenant dans la partie gauche de l'Espace (groupes non présentés sur le graphique).

- **La progression du mécontentement se retrouve, un peu atténuée, aussi bien chez les non-diplômés que chez les titulaires de diplômes intermédiaires, inférieurs au bac** (Graphique A8).
- Par opposition, **les bénéficiaires des plus hauts revenus** bénéficient d'une **amélioration** de leur bien-être : ils se projettent en effet un peu plus à droite de l'axe vertical. Il faut rappeler que seuls 21% d'entre eux estiment que leur niveau de vie se dégrade (contre 34% en moyenne) et que leur indicateur d'optimisme personnel n'a **aucunement** varié cette année (l'indice est, chez eux, de + 23, contre + 1 en moyenne). Plus largement, depuis 1999, les titulaires de hauts revenus n'ont guère quitté la zone « dorée » où ils se complaisent (au Nord et à Droite de l'Espace, cf. Graphique A7).

Les diplômés du supérieur, quant à eux, n'ont pas non plus changé de position (Graphique A8).

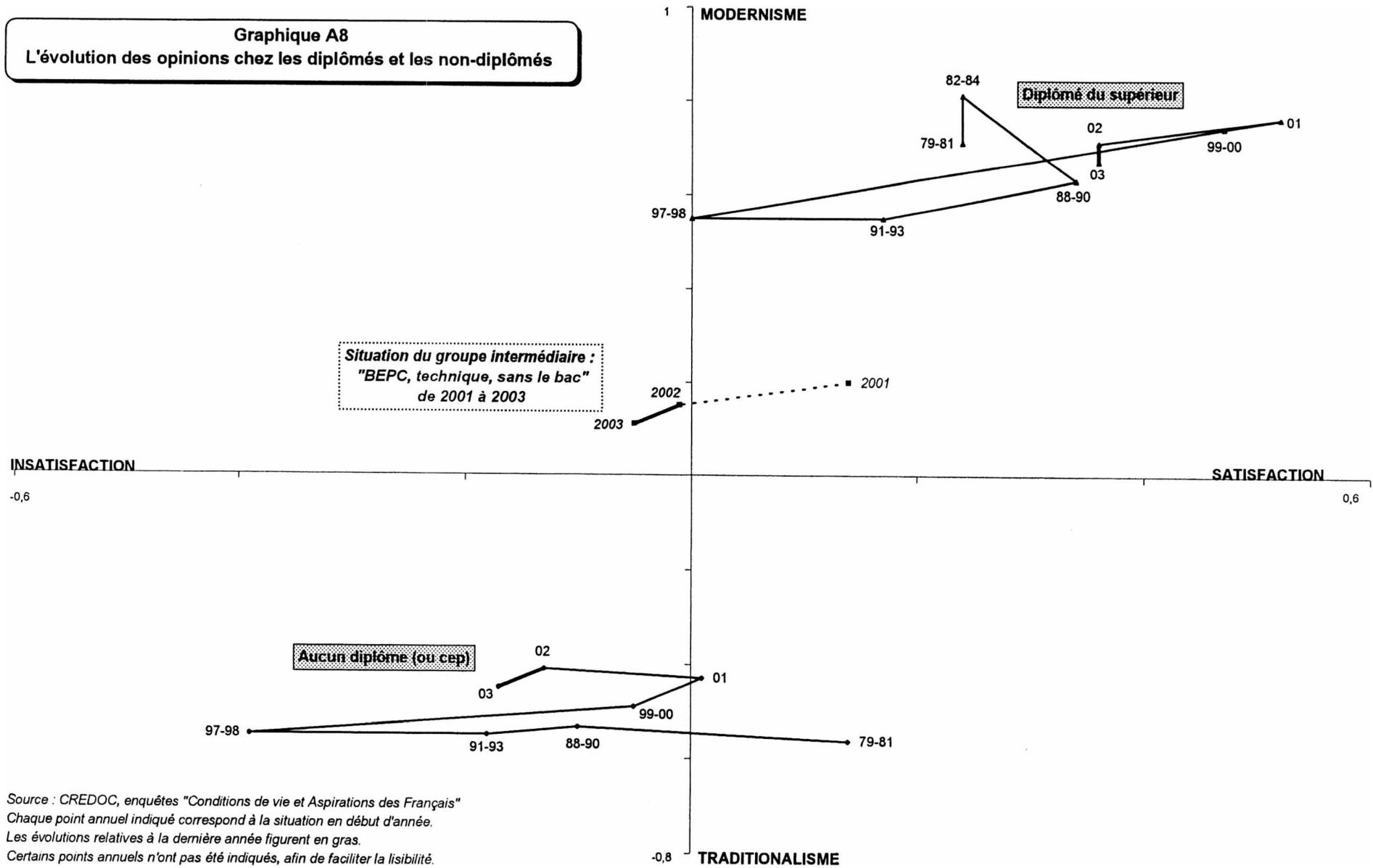
Graphique A7
L'évolution des opinions entre les bas et les hauts revenus



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
 Certains points annuels n'ont pas été indiqués, afin de faciliter la lisibilité.

Graphique A8
L'évolution des opinions chez les diplômés et les non-diplômés



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
Certains points annuels n'ont pas été indiqués, afin de faciliter la lisibilité.

*E - Les fonctionnaires gagnent en satisfaction ; les chômeurs broient du noir
(Graphique A9)*

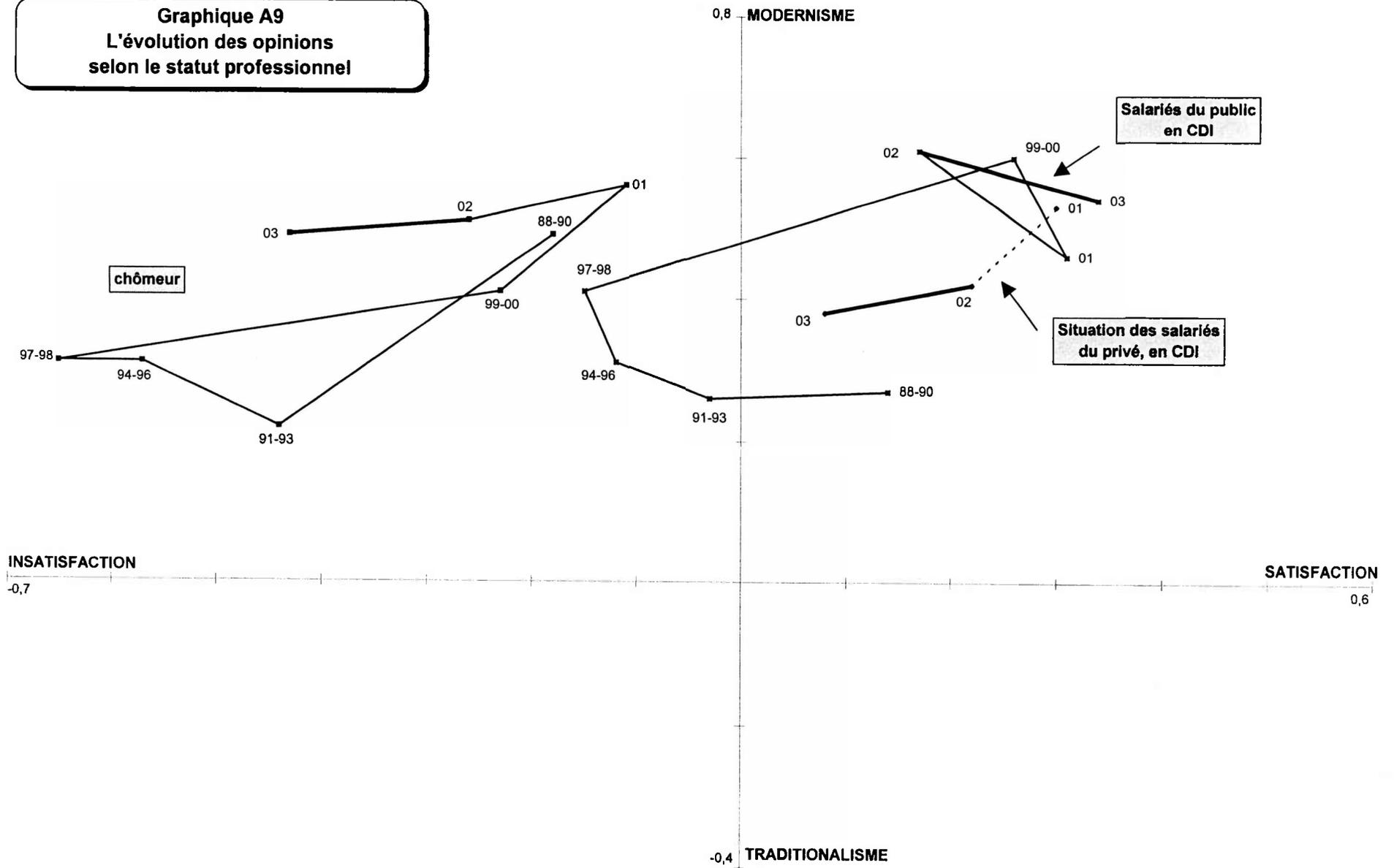
Enfin, on ne peut pas ne pas mettre en rapport, pour finir, les liens existant entre le moral de chacun et le statut professionnel :

- * D'un côté, depuis deux ans, les **chômeurs** « s'engluent » dans l'insatisfaction. Il faut dire qu'ils ne sont jamais, depuis 1990, sortis de cette zone de l'Espace.
- * De l'autre, les « **fonctionnaires** », c'est-à-dire les salariés du secteur public en contrat à durée indéterminée (CDI), ont certes perdu un peu en modernisme, mais ils ont fait un bond spectaculaire vers plus de contentement. Ils sont même cette année plus satisfaits qu'ils ne l'ont jamais été, notamment en 2001 (Graphique A9).

Cette évolution mérite d'autant plus d'attention que les salariés du privé, même en CDI, n'ont cessé depuis deux ans de voir leur satisfaction reculer.

Certes, les salariés du public pensent à 61% que le chômage va continuer à croître. Mais, chez eux, ce chiffre n'a pas progressé cette année (+ 8 points en moyenne). Leur radicalisme a par contre reflué de 15 points et leur indicateur d'optimisme personnel (indice de + 20, contre + 1 en moyenne) s'est maintenu strictement au même niveau que l'an dernier.

Graphique A9
L'évolution des opinions
selon le statut professionnel



En définitive, si l'on résume l'ensemble de ces données, **trois conclusions principales** se dégagent⁶ :

1. **Les groupes ayant cette année « basculé » du contentement vers l'insatisfaction, ceux à surveiller de près, sont :**
 - Les employés.
 - Les titulaires, dans leur foyer, de revenus de 1 524 à 2 287 Euros/mois (10 000 à 15 000 F).
 - Les résidents des grandes métropoles régionales.

2. **Les groupes où l'insatisfaction a cette année progressé le plus vite, à part les précédents, sont :**
 - Les ouvriers.
 - Les chômeurs.
 - Les titulaires, dans leur foyer, de revenus de 915 à 1 524 Euros/mois (6 000 à 10 000 F).

Ils sont venus rejoindre, dans la zone du mécontentement marqué, les bas revenus, les femmes au foyer, les non-diplômés et les 35-49 ans.

3. **Quelques groupes ont, enfin, évolué à contre-courant ; autrement dit, leur satisfaction s'est accrue entre 2002 et 2003. Il s'agit :**
 - Des salariés du public (en CDI).
 - Des Franciliens.
 - Des travailleurs indépendants.
 - Des 50-64 ans.
 - Des titulaires de hauts revenus.

Cette énumération traduit bien, en conclusion, le côtoiement d'inflexions **contradictoires** et la **fragmentation** qui apparaissent cette année dans le corps social.

⁶ Les modifications intervenues sur l'axe du modernisme, moins marquées, ne sont pas évoquées ici.

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement.
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

* * *
*

